

Committee on the Application of Standards

C.App./PV.General Survey

Commission de l'application des normes

11.06.19

Comisión de Aplicación de Normas

108th Session, Geneva, June 2019

108^e session, Genève, juin 2019

108.^a reunión, Ginebra, junio de 2019

Warning: this document is a draft and may contain omissions or errors. It is made available solely for the purpose of verification and correction. The interpretation of proceedings serves to facilitate communication and the transcription thereof does not constitute an authentic or verbatim record of the proceedings. Only the original speech is authentic. Persons referred to in this document are not to be regarded as bound by statements attributed to them. The ILO declines all responsibility for any errors or omissions which this document may contain, or for any use which may be made of it by third parties.

Avertissement: ce document est un projet, qui peut comporter des omissions ou des erreurs et n'est rendu public qu'à des fins de vérification et de rectification. L'interprétation permet de faciliter la communication et sa transcription ne constitue pas un compte rendu intégral ni authentique des travaux. Seul le discours dans la langue originale fait foi. Les mentions contenues dans ce document provisoire n'engagent pas les personnes dont les propos sont rapportés. La responsabilité du BIT ne saurait être engagée à raison des éventuelles erreurs et omissions entachant ce document, ou de l'utilisation qui pourrait en être faite par des tiers.

Advertencia: el presente documento es un proyecto y puede contener omisiones o errores. Sólo se publica a efectos de comprobación y rectificación. La interpretación permite facilitar la comunicación y su transcripción no constituye un acta literal o auténtica. Sólo el discurso original es auténtico. Las declaraciones que se atribuyen en el presente documento provisional a las personas citadas en él no comprometen su responsabilidad. La OIT queda exenta de toda responsabilidad respecto de cualquier error u omisión que pudiera figurar en el presente documento o que pudiera derivarse del uso del documento por terceros.

**Fourth sitting, 11 June 2019, 4 p.m.
Quatrième séance, 11 juin 2019, 16 heures
Cuarta sesión, 11 de junio de 2019, 16 horas**

Chairperson: Mr Rochford

Président: M. Rochford

Presidente: Sr. Rochford

**Discussion of the General Survey
concerning the Social Protection Floors
Recommendation, 2012 (No. 202)**

**Discussion sur l'Etude d'ensemble
concernant la recommandation (n° 202)
sur les socles de protection sociale, 2012**

**Discusión sobre el Estudio General
relativo a la Recomendación sobre los pisos
de protección social, 2012 (núm. 202)**

Chairperson – I now invite the Committee to examine the General Survey concerning the Social Protection Floors Recommendation, 2012 (No. 202), entitled *Universal Social Protection for Human Dignity, Social Justice and Sustainable Development*.

Membres travailleurs – Il n'est pas anodin que l'étude d'ensemble de cette année, consacrée à la protection sociale, coïncide avec le centenaire de notre Organisation. En effet, la nécessité de promouvoir une protection sociale universelle a toujours été au cœur des préoccupations de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Cela figure notamment dans la Constitution, qui fait de multiples références à des aspects concernant la protection sociale. Cela s'est également traduit par l'élaboration de plusieurs normes importantes.

L'étude d'ensemble, examinée lors de cette session, concerne la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012. Elle contient une analyse pointue et de précieuses informations. A cet égard, et au nom du groupe des travailleurs, j'adresse à la commission d'experts mes plus vifs et sincères remerciements pour le travail accompli.

Permettez-moi de partager avec vous quelques réflexions concernant cette étude. En premier lieu, il importe de faire le point sur les principes. La recommandation n° 202 constitue un instrument unique en son genre, dans la mesure où c'est le seul qui prévoit une définition de la notion de socles de protection sociale. De plus, elle ne se contente pas seulement de fixer des résultats à atteindre, mais donne également des orientations pour les Etats Membres dans l'élaboration de leurs politiques. Ce texte se distingue également par le fait qu'il représente le premier instrument international destiné à définir les garanties élémentaires de sécurité sociale, de sorte à permettre à chaque être humain de vivre dignement et en bonne santé. La recommandation repose entre autres sur deux principes: l'élaboration de socles de protection sociale, qui doit, d'une part, se matérialiser plutôt par des droits ancrés dans la loi et, d'autre part, être fondée sur la solidarité. Ce sont ces deux dimensions de droit et de solidarité qui permettent de distinguer la sécurité sociale de la charité.

L'étude d'ensemble souligne à juste titre le lien qu'il y a entre le développement économique et social et la protection sociale. En effet, encore trop souvent, des Etats sont amenés à réduire les dépenses sociales et les investissements publics dans le développement des compétences. Cela procure parfois un avantage compétitif à court terme, mais cela se

fait au détriment de la croissance économique et sociale à long terme. En outre, cela empêche l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre et l'élévation du niveau des compétences. Dans le même sens, la recommandation implique que les Etats doivent étendre leur couverture et améliorer le niveau de protection sociale.

En effet, la notion de socle ne signifie pas uniquement «couverture minimale», mais implique surtout que le socle soit une base pour construire des systèmes plus élaborés. Malheureusement, nous devons déplorer en période de crise ou d'austérité budgétaire que les Etats commencent d'abord par une réduction des budgets affectés à la sécurité sociale, alors que cette voie ne doit être envisagée qu'en dernier recours. En outre, les restrictions budgétaires doivent être limitées dans le temps. Il y a ce qui est strictement nécessaire pour préserver la pérennité budgétaire du système. Les mesures observées dans plusieurs pays vont malheureusement au-delà de ces limites.

L'un des aspects essentiels de la recommandation concerne sa portée universelle. Il s'agit de faire en sorte que toute personne ait accès, tout au long de sa vie, aux soins de santé essentiels, qu'elle puisse bénéficier d'une sécurité élémentaire de revenu et d'une élévation du niveau de ses protections. L'objectif d'universalité ne peut être atteint que si le système de protection sociale respecte le principe de non-discrimination et d'égalité hommes-femmes.

Il ressort de l'étude d'ensemble que cet aspect présente encore de nombreuses lacunes dans plusieurs pays, et ce en dépit des législations qui sont adoptées pour lutter contre la discrimination. Nous observons également qu'il persiste encore des inégalités de couverture et d'accès. Ces inégalités peuvent se fonder notamment sur le genre, le handicap, l'origine ethnique, la forme de l'emploi, et en particulier lorsque celui-ci est atypique. Cette triste réalité n'est pas l'apanage des pays à faible revenu, mais s'observe également dans les pays à moyen revenu et à revenu élevé.

Au-delà des principes qui doivent encadrer les socles de protection sociale, il convient de se pencher également sur leur mise en œuvre. Si des efforts importants ont été fournis pour donner effet à la recommandation, force est d'observer que certains constats sont alarmants. Ainsi, en matière de soins de santé, l'étude d'ensemble indique que seuls 61 pour cent de la population mondiale bénéficient d'une couverture santé obligatoire, et plus de 50 pour cent n'ont pas accès à des soins de santé essentiels et suffisants. Les causes de ces déficits sont clairement identifiées. Il s'agit du sous-financement des prestations de santé, de la pénurie de personnel de santé et des taux élevés de paiement au titre du reste à charge, autrement dit de la partie que le patient doit supporter après l'intervention du système public de santé.

Il s'agit de phénomènes que l'on observe dans pratiquement tous les pays, mais avec un degré de gravité plus important en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. Il en résulte qu'une amélioration significative de cette situation passe par des solutions qui s'en prennent aux racines du problème, en assurant un financement adéquat, une couverture qui englobe toutes les régions du pays, c'est-à-dire rurales et urbaines, et l'affectation en même temps d'un nombre suffisant de personnel de santé.

Des constats préoccupants sont également à souligner concernant la garantie de sécurité élémentaire de revenu. En effet, moins de 60 pour cent des gouvernements signalent l'existence de régimes et de prestations garantissant la sécurité de revenu pour les enfants. Par ailleurs, seuls 68 pour cent des personnes qui ont dépassé l'âge de la retraite perçoivent une pension, et dans les pays à faible revenu cette proportion tombe à moins de 20 pour cent.

L'auteur russe Dostoïevski écrivait que l'on mesure le degré de civilisation d'une société à l'état de ses prisons. Je suis tenté de le paraphraser en disant que l'on mesure le degré de civilisation d'une société aux soins qu'elle apporte à ses membres, et à ses membres les plus fragiles, en particulier les enfants et les plus âgés.

Porter nos sociétés à des degrés de civilisation plus élevés nécessite non seulement de garantir un revenu adéquat, mais aussi de s'assurer que celui-ci est adéquat via des procédures transparentes et une concertation avec les représentants des personnes concernées.

Je souhaite encore m'arrêter un instant sur le sujet concernant les personnes âgées. Une musique s'est installée ces dernières années, ces derniers temps, selon laquelle il faudrait nécessairement repousser l'âge d'accès à la pension pour assurer la viabilité des régimes de retraite. Ce refrain est fondé sur l'idée selon laquelle, puisque nous vivons plus longtemps, nous devrions travailler plus longtemps. Pourtant, cette affirmation n'a pas l'évidence à laquelle elle prétend.

D'une part, l'augmentation de l'espérance de vie est un constat basé sur une moyenne, et une moyenne ne dit rien sur les disparités qu'il y a entre les différentes catégories de travailleurs. De plus, une augmentation de l'espérance de vie en soi n'est pas pertinente et il vaut mieux se rapporter à l'espérance de vie en bonne santé. Ces deux indicateurs n'évoluent pas de la même manière, et le deuxième a même tendance à stagner. D'autre part, l'allongement des carrières n'est qu'un des leviers sur lesquels les Etats peuvent s'appuyer pour faire face au défi du vieillissement de la population. D'autres leviers sont mobilisables, comme un relèvement des cotisations, un financement complémentaire, ou encore une politique migratoire plus dynamique. Bref, comme souvent, la question se résume plutôt à un choix politique. Au lieu d'insister sur un relèvement de l'âge de la pension, il serait plus judicieux de mettre en place des dispositions permettant aux travailleurs de continuer à travailler jusqu'à l'âge actuellement exigé pour la retraite. Vous conviendrez avec moi que le but de la pension n'est pas d'accompagner les travailleurs sur un cours laps de temps entre le chantier et leur lit de mort. Il s'agit plutôt de leur permettre de disposer du temps pour se consacrer à d'autres activités et de se reposer à la fin de leur carrière. Les régimes de pension doivent assurer cet objectif tout en garantissant des prestations décentes.

En termes de moyens pour atteindre ces objectifs, soulignons que si les régimes contributifs et non contributifs s'avèrent complémentaires, il est indéniable que les régimes contributifs tendent à fournir des niveaux plus élevés de sécurité et de revenu. Les régimes non contributifs quant à eux jouent un rôle majeur pour les personnes non couvertes par les régimes contributifs. Concernant la mise en œuvre des socles de protection, il convient de mettre l'accent sur l'importance d'une politique nationale de la protection sociale. Élaborée de manière holistique, elle doit fixer les objectifs et prévoir un suivi. En s'engageant sur cette voie, l'on peut améliorer la coordination au sein des systèmes de protection sociale mais aussi avec d'autres domaines de politique publique.

Par ailleurs, un élément central dans la phase d'élaboration concerne le dialogue social. Celui-ci est le garant d'un système de protection sociale viable et durable. La recommandation y fait d'ailleurs référence à deux reprises. Une fois en opérant un lien avec le respect de la négociation collective et la liberté syndicale, et une deuxième fois en louant la participation tripartite. Accorder une place importante au dialogue social s'impose non seulement en raison de la nécessité de tenir compte de l'intérêt de toutes les parties prenantes, mais aussi du fait que, dans les régimes contributifs, employeurs et travailleurs assurent une partie significative du financement.

Un des défis majeurs auxquels est confrontée la protection sociale dans plusieurs pays est celui de l'économie informelle. A cet égard, l'étude d'ensemble livre une voie de solution très stimulante afin de permettre des transitions du secteur informel vers le secteur formel. Elle suggère de le faire en garantissant progressivement un niveau élémentaire de sécurité et de revenu et de soins de santé, essentiel pour tous, grâce à un socle de protection sociale défini à l'échelle nationale. Parallèlement, l'intégration de toutes les personnes dans des régimes de sécurité sociale contributifs doit être facilitée. Cela peut se réaliser grâce au retrait des barrières légales, financières et administratives respectives, ainsi que des mesures incitatives visant à promouvoir la formalisation des relations de travail. Parmi les mesures souvent préconisées pour améliorer la protection sociale, l'on retrouve celles qui consistent

à cibler les prestations sur la pauvreté. Malgré le caractère louable de l'objectif sous-jacent, il n'en reste pas moins que ce procédé suscite des réserves. D'une part, il risque de se retrouver en porte-à-faux avec l'objectif d'universalité de la protection sociale, puisque celle-ci ne s'adresserait qu'à ceux qu'on considère comme étant les plus démunis. D'autre part, comme le mentionne l'étude d'ensemble, cela s'avère souvent coûteux, car le ciblage implique la collecte de données et la réévaluation régulière de la situation des bénéficiaires pour vérifier les conditions d'éligibilité.

Je souhaite encore insister sur trois points, brièvement. Premièrement, l'étude d'ensemble constate que les lacunes constatées dans la protection sont en grande partie dues à l'absence du financement nécessaire. La responsabilité du financement incombe en dernière analyse à l'Etat. Lorsque le système de protection sociale n'est pas en mesure d'accorder une protection ou lorsque les prestations sont inférieures aux seuils de pauvreté nationaux, cela signifie que l'Etat n'assume pas sa responsabilité. Il faudrait même que dans chaque pays soit fixé un niveau de dépense sociale incompressible correspondant à ce qui est nécessaire pour assurer à la population une vie dans la dignité.

Deuxièmement, la meilleure garantie d'une durabilité financière repose sur un financement collectif. Par conséquent, toutes les mesures de privatisation de la protection sociale qui visent à faire reposer son financement sur l'individu au détriment d'un dispositif public sont incompatibles avec ce principe. A ce propos, nous notons avec intérêt que les Etats qui sont allés le plus loin sur cette voie ont tous opéré un retour vers des bases de financement collectif et solidaire.

Finalement, troisièmement, il n'est pas possible de régir des réalités que l'on ignore; mesurer c'est savoir. Il est donc indispensable de développer les outils de collecte et d'analyse des données; les orientations statistiques fournies par l'OIT dans ce cadre devraient être davantage élaborées.

Afin de clore mon propos, je souhaite évoquer un des seuls regrets que nous avons en tant que groupe des travailleurs par rapport à cette étude. En effet, bien qu'elle en reconnaisse toute l'importance, l'étude ne consacre que peu de place aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. Ces matières sont pourtant d'une importance cruciale et établissent des liens féconds avec d'autres normes de l'OIT, comme celles relatives à la prévention sur le lieu de travail et celles sur les inspections. La commission d'experts a sans doute été guidée par une sagesse shakespearienne qui invite à ne pas trop embrasser pour ne pas mal étreindre.

La recommandation n° 202 représente un outil stimulant pour assurer et étendre la protection sociale et garantir la dignité humaine. J'émet le souhait de voir cette préoccupation guider nos discussions et inspirer nos conclusions.

Employer members – I thank the Committee of Experts and the Office for the General Survey, I intend to comment in some detail on it. The focus on a single instrument enables us a thorough examination of the provisions of Recommendation No. 202 and a proper consideration of the various facets of the issues covered by the instrument.

The Survey is useful in shedding light on standalone Recommendations as a particular form of ILO standard. While not ratifiable, standalone Recommendations can provide relevant and comprehensive guidance and therefore can have a significant impact on ILO member States. Standalone Recommendations can also be easily and quickly replaced and updated. Consideration should be given to practical ways of making available and sharing information on their application, for example, via online databases on good practice.

The topic of social protection floors addresses a major development objective and an essential basis for productive economies and stable societies. While there are significant differences in social protection coverage and levels between developed and developing countries as well as among the individual contingencies of social protection, it is an area that requires constant and due attention in overall policymaking worldwide. The objective and

guiding principle for social protection floors should aim at universal coverage without compromising initiative and commitment for private provision. Reliability and trust in social protection floors are essential and require sound planning and a long-term approach. Social security systems should be an integral part of national sustainable development planning structured for the needs and means of the country and it should incentivize growth of formal employment and sustainable enterprises. The Recommendation sets out examples of the types of benefits and funding schemes that may be provided for social protection floors but no preference is expressed and there is no limitation to innovation and development provided they deliver schemes that are efficient and effective in the national context.

We appreciated that 114 governments, 11 employers' and 44 workers' organizations provided submissions on the Recommendation. On these general remarks we look forward to a fruitful tripartite exchange of views this afternoon.

I turn now to my remarks on the individual sections of the General Survey. During this first intervention I will cover off Chapters 1 to 10 and during my concluding intervention I will cover off Chapters 11 to 13. To begin in paragraph 26, the Survey provides an overview of current trends, challenges and opportunities. In this context it deplores the stagnation and decline in poverty reduction and notes that inequality is on the rise. We take a view that this description is unduly negative and does not adequately reflect the significant achievements made in recent decades.

According to the World Bank, for example, 42 per cent of the world population in 1982 was poor. This figure had fallen significantly to only 10.7 per cent in 2013 and has probably fallen even further in recent years. The ability of social protection floors to reduce inequality is limited given that social protection floors can only ensure a certain minimum subsistence level. Therefore social protection floors can only be one element in the overall settings to ensure the cohesion of societies. Other elements such as the promotion of equal access to quality education and vocational training should be given due attention.

We agree with paragraph 34 that demographic trends, particularly rapid population growth in developing regions, can be a major challenge for the establishment and viability of social protection floors. This challenge can only be addressed through a combination of policies, in particular on promoting education, vocational training and gender equality. Without this suite of policies efforts to reduce poverty by establishing social protection floors are likely to be compromised.

Now let me turn to the individual parts and chapters of the report. Part 1 is the Social Protection Floors Recommendation as a guiding framework for the realization of the right to social security and sustainable development. Let me discuss first Chapter 1 which is about objectives, principles and key features. We agree with paragraph 71 on the need for a comprehensive and integrated approach that encourages the implementation of social protection floors as an indispensable part of wider national social protection systems.

However, we would prioritize differently and stress the importance of policies that are conducive to enterprise sustainability, skills development and employment creation. Poverty and vulnerability can only be sustainably reduced by productive employment. Moreover, the effectiveness of social protection floors systems depends on the capacity of economies to provide the necessary resources. The concept of sustainability of these systems is therefore extremely important in this debate.

Let me turn to Chapter 2, and let me turn then to paragraphs 102–109. We agree on the importance of social solidarity but would nevertheless stress that there must be a sound balance between social solidarity on the one hand and private initiative and commitment on the other. The starting point and the basis for social solidarity must be private provision. Social solidarity has a certain connotation to us of voluntariness. Social solidarity must therefore not be overstretched, this may occur where basic social benefits are unduly generous and where the financial burden to pay for basic social protection for the general public is unduly high or perceived to be unduly high. Unfortunately this important aspect is not addressed anywhere in the Survey.

According to paragraph 156, progress realization of the objectives of the Recommendation means that States should not take deliberate retrogressive measures which could lead to a reduction of protection. The Survey goes on to say that retrogressive measures should not go beyond what is strictly necessary to preserve the financial and fiscal sustainability of the system and should not result in a breach of solidarity. We do not entirely agree with this interpretation. In our view, exceptional retrogressive measures can also be justified for reasons other than the financial and fiscal sustainability of the system. For example, where basic financial benefits have turned out to be too generous or too widespread and as a result undermine private initiative and self-responsibility. The progressive realization of social protection floors does not hinder necessary adjustments to establish an adequate balance between social solidarity and private provision including a reduction of benefits if necessary.

Let me turn to Chapter 3 which is about implementing a rights-based social security in the law. Let me turn to paragraphs 190–196, while agreeing on the need for effective enforcement measures including adequate sanctions we would nevertheless point out that non-compliance with relevant legal provisions particularly relating to fraud can also occur in the form of complicit action between employers and workers or can be committed by recipients of social benefits. In order to maintain the functioning of social protection floor systems sanctions must be available for any non-compliance and abuse no matter who commits them.

Let me turn to Part 2 of the Survey which is about social protection floors securing life and health and dignity through the life cycle and let me turn then to Chapter 4. With regard to paragraphs 219–220 which cover Paragraph 10 of the Recommendation, they recommend that member States in designing and implementing national social protection floors should combine preventative, promotional and active measures. They should promote productive economic activity and formal employment through adequate policies and they should ensure coordination with other policies that, among other things, enhance formal employment and

promote entrepreneurship and sustainable enterprises. The Survey considers that these measures can contribute to optimizing the efficiency of social protection systems and their capacity to deliver the desired outcomes. We agree with this assessment, however, we consider that it is impossible to achieve the objectives of social protection floors as set out in Paragraph 2 of the Recommendation, namely the prevention or alleviation of poverty, vulnerability and social exclusion, without giving priority attention to those measures recommended in Paragraph 10, as I have just noted. In particular, the promotion of productive economic activity and formal employment. For these reasons, we feel that Paragraph 10 is of paramount importance within the context of guidance and advice for social protection floors provided in the Recommendation. Unfortunately, the Survey does not provide much explanation and illustration on this provision. It would have been of great interest to know if, and how, member States are dealing with the issues addressed in Paragraph 10. Let me turn to Chapter 5, which relates to essential health care; paragraph 283 notes that the levels of essential health-care coverage have increased over time; that the rise in the number of services is estimated at about 20 per cent between 2000 and 15. The paragraph finds that the generation of funds for essential health care remains a challenge, particularly for low-income countries and the employers we serve. This shows the progress and the coverage of essential health care depends to a large extent on the generation of necessary resources, and thus on the overall economic development of a country. Therefore, isolated attempts towards increasing essential health services will not be sufficient unless they are combined with broad policies that aim at overall economic development. Any technical cooperation on improving essential health care should therefore make sure that these are in place. Paragraphs 303–308 refer to “out of pocket payments”, “co-payments” and “user fees” in the context of essential health care. It generally considers that such payments tend to result in impoverishment and are an important cause of poverty in many countries, and it concludes that “out of pocket payments” impair the accessibility of essential health care, and hopes that member States will make efforts to reduce them. We do not fully agree with this analysis and highlight that there is a significant difference between developed

and developing countries on this point. As the Survey observes, “out of pocket payments” are the highest in low-income countries, with the lowest essential health-care coverage rates and impoverishment. On the other hand, in many developed countries, “out of pocket payments”, “co-payments” and “user fees” are important means to determine the fair share of the costs of essential health care that can, and should, be borne by individuals and not by social solidarity. It is also necessary that this balancing is done on a permanent basis. Owing to increasing life expectancy, ongoing technological progress in health care and consequent increases in health-care costs, further rises of out “of pocket payments” and “co-payments” are to be expected in the future. In conclusion, we argue in favour of a more differentiated approach to “out of pocket payments” and “co-payments”, taking into account the concrete national context. While such payments should, of course, not result in impoverishment, they can on the other hand be necessary to maintain the long-term financial viability and quality of essential health-care services. Let me turn to Chapter 6, which writes to basic income security for children. Paragraphs 339–340 refer to the provision of family benefits, which in some countries is conditional upon school enrolment and regular vaccinations or medical check-ups. Paragraph 353 refers to similar conditionalities for cash benefits for children. The Committee of Experts find that connecting benefits to conditions may have unintended side consequences. For instance, placing an additional burden on women, who are often held responsible for fulfilling these conditions. Those conditionalities are fully in line and supportive of the objectives of the Recommendation, as defined in Paragraph 2. Regular school attendance and medical check-ups are not only an important means to overcome poverty, vulnerability and social exclusion, they are also an integral part of the social protection floor itself. Conditionality in these cases can also help promote gender equality, in so far as they facilitate equal school access and equal health care for both boys and girls. While governments should of course make sure that schools and medical services are accessible and of acceptable quality, where this is not necessarily the case of course governments should do that. Further, there is no doubt about the general expediency and usefulness of making cash benefits conditional in such cases. Let me turn to Chapter 7, Basic

Income Security for Persons and Active Age, on the subsection on unemployment benefits in paragraphs 456–463. The Survey provides the information submitted by constituents on this topic. According to the Government of the Netherlands in paragraph 458, “work is the best and quickest route out of poverty” and “high unemployment benefits can cause a disincentive to finding a job”. As a consequence, the Government has taken measures to improve job mobility and reduce unemployment benefits. We note the statement by the Dutch Government, with great interest. It shows that unemployment benefits must not only be sufficient in the context of a basic protection floor, but that they must not be set too high either. In doing so, they might discourage people from taking up work. The statement also shows that unemployment benefits, in the same way as other cash benefits, are subject to adjustments including both promotions and reductions. Moreover, paragraphs 470–476 refer to the coordination of social security benefits and education and training policies. We agree with the Committee of Experts that the coordination of unemployment benefits and education, skills development and retraining measures will strengthen employability and a return to employment. In the Employers’ view, policy coordination of this kind is of utmost importance for the achievement of the objectives of the Recommendation, the alleviation of poverty, vulnerability and social exclusion. Paragraph 480 stresses that the combination of employment policies and social security benefits should be based on an appropriate balance between activation measures on the one hand and the provision of benefits and services on the other. The Committee of Experts in the Survey warns against the tightening of entitlement conditions or the strengthening of sanctions. It points out that any coercion to perform labour under the menace of the withdrawal of unemployment benefits, in the event of refusal to accept unsuitable work or to participate in an unsuitable labour market programme, is not admissible. We consider, as previously in the discussion of the General Survey concerning social security instruments in light of the 2008 Declaration on Social Justice for a Fair Globalization in 2011, linking unemployment benefits to activation and motivation measures for the unemployed is fully in line with the concept of social security in ILO standards. What constitutes suitable employment in the sense of the Employment

Promotion and Protection against Unemployment Convention, 1988 (No. 168), can in our view only be determined in the concrete circumstances at a national level. For instance, in times of high unemployment, where unemployment insurance systems are under pressure, a wider interpretation than of this term may be more justified, than in times of full employment. Moreover, unemployed workers who reluctantly take up a job or engage in a labour market programme that they do not consider sufficiently suitable are not hindered by doing that to continue their search for a more suitable job.

Let me turn to Chapter 8, Basic Income Security for Older Persons, paragraphs 509–516, which refer to the issue of increases in the statutory pensionable age. We agree with the Committee of Experts that increases of the statutory pensionable age are justified for various reasons and even unavoidable if the financial equilibrium of pension schemes is to be safeguarded and the reduction of benefits to be avoided. We would however consider that countries in raising the statutory pension age should maintain, as far as possible, a common age threshold for everybody. Too much differentiation in this regard between groups of the population and professions may create new uncertainties and new inequalities. Moreover, when not yet in place, a common statutory pension age for men and women should be introduced. On the other hand, we would argue in support of making possible and encouraging working beyond the statutory pension age, where both workers and employers agree.

Now let me turn to Part 3 of the Survey, the policy-making process and, in particular, Chapter 9, paragraphs 565–569 which refer to social dialogue. Although we agree on the importance of broad social dialogue on the establishment of social protection floors, we nevertheless emphasize a need for a reasonable balance in this dialogue between representatives of those who are to be protected on the one hand and representatives of those who are supposed to finance the protection on the other. Only with such balance in participation, acceptable and sustainable policy choices can be made. Given the complexity of the social security policy, independent experts and researchers should also be engaged.

Chapter 10, regarding the financing of social protection floors and paragraphs 646–647 refer critically to austerity measures. The Committee of Experts seems to note and adopt the International Trade Union Confederation’s (ITUC) view that austerity measures, as they have a negative impact, should be reversed. We agree that social protection floors, in particular when it comes to monetary benefits, should be designed from the outset in a way that they are, as far as possible, “crisis-proof” and that cuts can be avoided but this requires prudent long-term planning to ensure the sustainability of the level of benefits. To this end, increases of benefits should be handled somewhat restrictively and reserves should be built up to cushion crisis situations. At the same time, we disagree with the Committee of Experts that fiscal consolidation policies cannot be comparable with the objectives of the Recommendation. We consider that the definition of a social protection floor must also take into account the economic circumstances of a country. We would like to recall in this context the ILO 2013 Oslo Declaration: Restoring confidence in jobs and growth, which states, among other things, that “fiscal consolidation, structural reform and competitiveness. on the one hand, and stimulus packages, investment in the real economy, quality jobs, increased credit for enterprises, on the other, should not be competing paradigms”. With regard to paragraph 624, we strongly disagree. With a negative appreciation by the Committee of Experts with regard to “defined contribution schemes based on individual savings or notional accounts” and the positive statements with regard to the “trend in a number of countries to scale back privatization and strengthen public schemes”. We are concerned with the experts’ position which is aligned with the ITUC’s position expressing concern with the participation of the private sector in delivering statutory social protection because that remains high in many countries including in the pension markets of several Latin American countries. We categorically disagree with the conclusions in paragraph 625. Contrary to what the Committee of Experts concluded, the individually funded private systems have not failed and the reversal observed in some countries, far from demonstrating their failure, is proof that those countries overwhelmed by the debts of their public pay-as-you-go (PAYG) systems were unable to cope with the financial obligations of the transition. It is our view

that the individually funded systems have contributed to the improvement of workers' pensions and boost the economic growth of the countries that have adopted them. The evidence shows that the private individually funded pension systems have functioned properly, significantly contributing to the improvement of the pensions of workers who contribute regularly. The amounts of the old-age pensions paid by the individually funded systems are directly related to the income of contributors and the number of contributions paid during their working lives, among other factors. Thus, for example, in Chile, the pensions of those who have contributed for more than 25 years represents 78 per cent of the income of that group, considerably higher than the requirements of the Invalidity, Old-Age and Survivors' Benefits Convention, 1967 (No. 128). In contrast, the pensions self-financed by those who have contributed for less than four years represent only 15 per cent of their income. Despite the critical situation of PAYG systems worldwide, there are other systems that have provided solutions such as the individually funded systems. One recent study on the subject co-authored by the Chairman of the Global Aging Institute acknowledges this fact. Among the studies, basic conclusions are that global aging will increase the relative advantage of the individually funded pension model, that individually funded pension systems can help emerging economies and in contrast to the PAYG systems, the individually funded systems can contribute to the development agenda by promoting capital markets and freeing fiscal resources to be invested in infrastructure and human capital. We take this opportunity to put on record that the Employers' group is in absolute disagreement with the publication by a number of ILO officials from the ILO Department of Social Protection of the book "Reversing Pension Privatizations: Rebuilding public pension systems in Eastern Europe and Latin America" which, contrary to the opinion of all other international organizations, calls for the termination of individual saving systems and a return to the PAYG systems, notwithstanding their failure and the impossibility of financing pensions through mechanisms in which an ever fewer number of workers have to finance the pensions of an ever larger number of retirees. Other Employer representatives will further elaborate on this critical issue.

Government member, Romania (Mr TACHE) – I speak on behalf of the European Union (EU) and its Member States. The candidate countries, Montenegro and Albania, as well as the Republic of Moldova, align themselves with this statement. We command the general interest of countries covered in the General Survey. Their interest confirms the wide international consensus on the crucial role of social protection in furthering human dignity, social cohesion, equality, social justice, as well as sustainable social and economic development. We share the conclusion that the Recommendation brings States closer to meeting their international human rights obligations in guaranteeing that everybody enjoys a life in health and dignity.

The Survey shows that, since the adoption of the Recommendation, considerable progress has been achieved in many areas of the world, particularly as regards extending social protection and anchoring social security rights in law. Nevertheless, despite continuous efforts, more than half of the world population is not yet covered by social protection, and wide gaps and disparity in protection remain. Moreover, demographic trends such as ageing or development of new forms of work present new challenges to social security schemes. In this context, it is ever more important that member States also continue aiming for higher levels of protection to as many people as possible.

At a European level, the European Pillar of Social Rights provides a compass of social and economic policy of both the EU and its Member States; ten out of 20 principles of the Pillar are covering social protection.

As a follow-up to the European Pillar of Social Rights, EU Member States reached a political agreement on the Recommendation on access to social protection for workers and the self-employed in December 2018. It provides guidance on how to address the gaps in protection faced by people outside standard employment, including new forms of work. The objective is to encourage Member States to allow all workers and the self-employed to avail themselves to social security schemes, and to be adequately and effectively covered by them.

These instruments are also an expression of our firm belief in the principle of social solidarity. As indicated in the Survey, effective and equitable redistribution mechanisms based on solidarity are crucial for achieving universal social protection and more specifically for developing comprehensive social security systems. Furthermore, we acknowledge that social protection acts as an income cushion and a stabilizer in times of economic downturn, as well as a vehicle for bringing economies out of crises.

We also support the conclusion of the Survey that contributory schemes and non-contributory schemes are both essential components of national social protection floors, with a view to securing income security for all. At the same time, we also support the Survey's emphasis on the idea of social protection systems as being broader than social protection floors, and welcome the Survey's call for policy coherence between social protection and broader social economic and employment policies.

In this context, we highly value the ILO's technical support to governments in the effective implementation of the Recommendation. We consider that it is essential to continue providing assistance on the formulation and monitoring of national social security extension strategies and policies. Addressing in particular the informal economy, new forms of employment relationships, women and children, as well as people with disabilities, the ILO should be also instrumental in furthering social dialogue for the effective design and implementation of the national schemes.

The EU as well stands available to share its successful practice in the area of social protection. SOCIEUX+ is an EU technical assistance facility which fosters peer-to-peer relationship among EU Member States and partner countries for the design and creation of fair social and employment systems. Since 2013, it offers expert assistance to 138 countries on social insurance (contributory pensions, health, accident and employment protection) and social assistance (cash transfer programmes, income guarantee schemes, old-age benefits, child and disability grants). It has supported health financing reform and the introduction of mandatory health insurance in Azerbaijan, the implementation of an employment injury

insurance system for Malawi, different aspects of pension reform and the design of a training plan for the state social security institution in Mexico, just to name a few.

The EU is also an active member of the Social Protection Inter-Agency Cooperation Board, co-chaired by the ILO and the World Bank Group, which supports countries to setting up social protection floors in the framework of the ILO Flagship Programme.

We reaffirm our commitment to achieving universal social protection as designed in Sustainable Development Goal 1.3, as well as our support to the Global Partnership for Universal Social Protection. We look forward to a fruitful discussion by the ILO's tripartite constituents of possible further steps that can be taken to enable the Recommendation to achieve its full potential.

Today, at a time where we are taking a look into the future by discussing the Centenary Declaration, it is ever more important to step up the efforts in building comprehensive, universal, adequate and sustainable social protection schemes and ultimately guarantee that every human being enjoys a life in health and dignity.

Membre travailleuse, France (M^{me} ALEXANDRE) – Peu importe la région du monde, peu importe le niveau de développement du pays, les systèmes de protection sociale sont remis en question partout dans le monde au moment même où les inégalités augmentent. L'Europe a souvent été citée en exemple pour son modèle social, et la France a souvent été définie comme ayant un des systèmes de protection sociale les plus aboutis au monde. Fondé sur les principes du salaire différé, de la solidarité et de sa gestion paritaire par les partenaires sociaux, il est pourtant aujourd'hui parmi ceux qui sont remis en question au travers de multiples réformes sur l'assurance-chômage, la santé, l'éducation ou encore les retraites, suivant les préceptes libéraux tendant à responsabiliser les individus plutôt qu'à leur garantir des droits collectifs relevant de droits fondamentaux.

Ces mêmes préceptes sont justement dénoncés dans l'étude d'ensemble de cette année et vont à l'encontre même des principes contenus dans la recommandation qui appelle à la

mise en place et à l'extension de la protection sociale pour tendre vers un accès universel reprenant les éléments de la discussion récurrente de notre commission de 2011 sur l'approche bidimensionnelle de la protection sociale pour assurer la couverture la plus large possible.

Ce sont donc des emplois qui sont supprimés, des établissements de santé qui sont fermés, des urgences d'hôpitaux saturées au détriment des conditions de travail et des usagers de ces services. Il est important de rappeler qu'il est de la responsabilité des Etats de garantir l'accès aux droits fondamentaux de leurs citoyens et qu'il est ici question de redistribution des richesses pour assurer la cohésion sociale.

La semaine dernière avait lieu en France le sommet du G7 social sous présidence française à Paris. Il a abouti à l'adoption tripartite, ce qui est une première pour ce forum international. Ayant pour thème transversal la lutte contre les inégalités, la déclaration fait de la protection sociale un de ses quatre objectifs principaux et appelle à la nécessité de cohérence.

La déclaration, en son point 7, affirme en effet que, pour poursuivre l'objectif de réduction des inégalités, les membres du G7 et les interlocuteurs sociaux internationaux appellent entre autres, et je cite, au «renforcement de la cohérence de l'action des organisations internationales et au respect des normes internationales du travail» ou encore, et je continue de citer, à «un accès étendu à la protection sociale». Au point 11, la déclaration affirme, je cite, que «les systèmes de protection sociale contribuent à lutter contre les inégalités et à réduire l'insécurité du marché du travail et qu'ils sont un facteur de croissance durable et inclusive».

Nous soutenons l'appel à davantage de cohérence entre organisations et fora internationaux, mais aussi entre les engagements pris par les Etats à l'international et leurs choix politiques nationaux. L'OIT doit être le chef de file de cette cohérence internationale et assurer le rôle de régulateur social de la mondialisation.

Membre gouvernementale, Maroc (M^{me} ADMI) – Je remercie le Conseil d'administration d'avoir décidé de programmer la discussion de l'application des dispositions de la recommandation n° 202 à l'occasion de la célébration du centenaire de notre Organisation.

Cette année constitue un tournant important pour la revue de la vision universelle de la protection sociale afin de mettre en place un système universel intégré et participatif permettant de lutter contre la pauvreté, la précarité, les inégalités et l'exclusion sociale. Aussi, je tiens à féliciter la commission d'experts pour la qualité du document qu'elle a bien voulu préparer et pour la pertinence des conclusions.

Le Maroc tient à souligner que le dialogue social constitue le pilier de la formulation des politiques intégrées de protection sociale. Ceci permettra aux décideurs de mettre en place des politiques de protection sociale centrées sur le capital humain, pierre angulaire du développement des économies universelles dans le deuxième centenaire de notre Organisation.

Il y a lieu également de souligner l'importance d'assurer la coordination entre la politique de la protection sociale et les autres politiques, notamment avec la politique de l'emploi, et de veiller à ce que les changements dans la démarche afférente à l'avenir du travail soient pris en considération dans le cadre du processus de mise en œuvre de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et de la recommandation n° 202, afin que les Etats Membres soient dotés des systèmes de protection sociale les plus appropriés, les plus durables et les mieux adaptés aux nouvelles évolutions du marché de l'emploi.

Pour ce qui est du contexte marocain, il est à noter que les pièces d'enregistrement de la convention n° 102, qui était adoptée par le Maroc en 2013 par la loi 47-12, viennent d'être déposées auprès des services compétents du Bureau international du Travail.

Par ailleurs, le Maroc, et ce depuis 2006, a mis en place une initiative nationale pour le développement humain qui a pour but l'inclusion sociale des catégories spécifiques et la lutte contre les inégalités sociales.

D'autre part, et depuis 2016, le Royaume du Maroc a ouvert le chantier de la politique nationale de la protection sociale élargie. Dans ce cadre, deux lois et leurs textes d'applications ont été promulguées; il s'agit des lois relatives aux régimes des pensions de retraite et de la couverture médicale des professions indépendantes et des travailleurs non salariés.

Miembro empleador, Colombia (Sr. ECHAVARRIA) — Quiero referirme esencialmente a los párrafos 624 y 625 porque tienen unas connotaciones que ofrecen serios reparos en nuestro punto de vista. Se parte de la base de que los sistemas individuales administrados por el sector privado son de entrada descalificados y romperían con el principio de la transparencia que pregona la Recomendación núm. 202 y nada más lejos de la realidad. En muchos países se han implementado e incluso han venido operando paralelamente con el régimen de reparto. La administración de estos recursos ha permitido irrigar la economía, crecer sustancialmente y generar fuentes de empleo y bienestar. Adicionalmente ha creado seguridades en el sistema previsional para que quienes ahorran en estos sistemas puedan tener acceso finalmente a una pensión. Desde ese punto de vista, nosotros rechazamos los planteamientos allí esbozados y también concretamente desde la visión de Colombia, mi país, manifestar que la referencia que en dicho párrafo 624 se hace a un cambio legislativo en el país es falsa. No ha habido cambio en la legislación en los últimos tiempos. Se está estudiando un proceso para que el año entrante pueda haber una modificación en el régimen de pensiones dado que hoy el 16 por ciento del presupuesto nacional se tiene que destinar a atender el régimen de reparto.

En otros términos quiero mencionar igualmente que desde la perspectiva del artículo tercero de la Recomendación se cumplen con los principios de solidaridad, es decir, el principio *h*), también con el principio de inclusión social para admitir al sector informal en

su cobertura, es decir el principio *e*) y también el tema de la gestión financiera y de la transparencia, principio *j*).

Ha ocurrido que precisamente por razones de transparencia haya habido la necesidad en el pasado, mucho tiempo anterior de hacer ajustes al sistema. Hoy, tenemos una forma compartida en Colombia que permite contar con solidaridad. Todo aportante hace una parte que va a un fondo de solidaridad que permite dar la garantía de pensión mínima en el propio sistema. Esto que ocurre en Colombia, también en todos los regímenes donde se ha implementado en los países tiene similar proceso de solidaridad. De modo que los planteamientos de esos párrafos no obedecen a la realidad fáctica.

Quiero también referirme a que en nuestro país recientemente se ha hecho una discusión del Plan nacional de desarrollo que debe implementarse para los próximos cuatro años y se incluyó toda una cobertura en pisos de protección social para permitir que haya cubrimiento al sector informal de la economía que en mi país y en la región latinoamericana es muy alto. La falta de cobertura que hasta ahora se venía dando, da precisamente el sentido de la inclusión que es precisamente lo que pregona el capítulo segundo de la Recomendación. Entonces, lo que tiene que ver con atención en salud esencial y lo que tiene que ver con la seguridad básica del ingreso, se está atendiendo y orientando adecuadamente y por eso quiero dar la buena noticia de que precisamente en mi país y a través de un proceso democrático establecido a través de la discusión en el Congreso se viene implementando cambios absolutamente positivos.

Worker member, Sweden (Mr CARLSTEDT) – I am happy and honoured to be able to take the floor to do this intervention on behalf of the Nordic workers. We want to start by expressing our strong solidarity with workers all around the globe who have almost no existing social protection. We know we will hear more about the problems that workers face in different countries from the comrades from different unions who will do interventions here during this afternoon.

As Recommendation No. 202 clearly states, social protection is a human right and all people should have the right to a life in dignity and we know that the Recommendation did bring hope to many people when it was adopted here at the International Labour Conference in 2012.

As you all know, the Nordic countries are famous for our strong social protection systems that, for example, guarantee both affordable health care for all and economic protection in case of unemployment or becoming sick, something we have built during the last 100 years and where the ILO has been an important support for us during the history. One very positive thing with this Recommendation is that all countries can use the same instrument whatever the national situation is. One reason for this is that it comprises both the horizontal and the vertical dimensions: extension of social protection floors to as many as possible which is the horizontal dimension, and an ongoing pursuit of a higher level of social protection which is the vertical dimension. We can all use this Recommendation as a justification for our work for a wider coverage of social security schemes and for more enhanced levels of social benefits. Both in developing countries and in countries with a longer history of social security schemes, this Recommendation can foster political courage in all countries to promote the extension of social security to all and we hope that the Nordic countries can serve as a great example that it is possible to build a society where social protection is seen as a right for everyone.

We think that one of the important things when it comes to the point of increasing the coverage of social protection is that we have to find a way to meet the need of coverage for those in new forms of employment. Employers creative ways to put workers in bogus self-employment or different types of precarious work can never be allowed to leave workers without social protection. Therefore, the statement in the Recommendation that member States should identify gaps in protection and seek to close those gaps is helpful also in countries where we think we already have a good social protection. We also think that the introduction of the Universal Labour Guarantee that the Global Commission proposes in its

Report on the Future of Work would be a helpful continuous step forward when it comes to making sure that all workers are covered by social protection.

It is also necessary to take further steps to formalize as much of the informal work as possible. This is also important to build a sustainable financing model of the social protection systems that are built on contributions based on taxes where everyone contributes solidarily and fairly according to the level of their income.

Our conclusion is that there is a lot to be done to provide social protection for everyone. Let us use this Recommendation and the strength of the tripartism of the ILO and the social dialogue to make sure to live up to the goal that social protection as a human right becomes available for all workers and people of the world.

Interprétation de l'arabe: Membre gouvernemental, Algérie (M. MEKHAZNI) – L'Algérie voudrait tout d'abord exprimer sa satisfaction quant au rapport sur l'étude d'ensemble concernant l'application en droit et en pratique de la recommandation n° 202. L'Algérie a toujours défendu et poursuit la défense de l'adhésion d'une protection sociale qui jouerait un rôle clé dans la construction de sociétés plus justes et plus inclusives. C'est l'un des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La protection sociale est un mécanisme fondamental qui permet de contribuer à la réalisation des droits économiques et sociaux reconnus à travers un ensemble d'instruments juridiques nationaux et internationaux. Ceci étant, la responsabilité de garantir ses droits revient principalement aux Etats. L'Etat doit jouer un rôle primordial dans la protection sociale afin que cette dernière soit perçue comme un droit et non pas comme un privilège.

Par conséquent, l'Algérie a fait tout son possible pour atteindre cet objectif aux niveaux national, régional et international. L'Algérie s'est en effet engagée plus particulièrement dans le renforcement des mécanismes de coopération Sud-Sud afin de diffuser les socles de protection sociale qui sont basés sur des normes reconnues, notamment des normes reconnues par l'OIT, et l'Algérie a adopté ce faisant une approche de partenariat efficace et

adopte le principe de partage des bonnes pratiques et des bénéfices du développement économique et social.

En outre, le système de protection sociale algérien concerne aujourd'hui une part croissante et non négligeable de la population, tant à travers le système contributif qu'à travers un système non contributif qui vise à améliorer la qualité des prestations, la modernisation de ces prestations et à préserver les équilibres financiers des organismes de sécurité sociale.

En vue d'encourager les échanges d'expériences et les échanges de réflexions en vue d'identifier de possibles outils et des solutions qui pourraient être mises en œuvre de façon utile pour le développement de la protection sociale, l'Algérie a créé dans le cadre d'un accord conclu avec l'OIT une école supérieure de la sécurité sociale. Cette institution est chargée d'assurer une formation continue et de développer des recherches et des études en matière de sécurité sociale, ainsi que de renforcer la coopération nationale, régionale et internationale.

En ce qui concerne l'étude d'ensemble, nous considérons que, en vue de la forte demande d'assistance technique de la part des Etats Membres, les actions déjà réalisées par le BIT dans le cadre du Programme phare mondial de l'OIT relatif à la mise en place de socles de protection sociale pour tous, programme lancé en 2016, et en vue des ajustements positifs qu'il a induits dans les systèmes de protection sociale dans les pays concernés, nous considérons donc que cette initiative mérite d'être partagée avec l'ensemble des Etats Membres, afin de servir comme un modèle pouvant être dupliqué et appliqué à d'autres systèmes de protection sociale à l'instar des mesures inclusives appliquées aujourd'hui à des catégories particulières et vulnérables de la population ou aux mesures appliquées aux personnes qui travaillent dans l'économie informelle.

Nous appelons le BIT également à partager les modalités d'extension de la couverture sociale afin que cette couverture soit appliquée aux nouvelles formes de travail existant dans le monde numérique.

En conclusion, nous pensons qu'il serait souhaitable d'envisager la possibilité de restituer les résultats d'exploitation des rapports et les résultats de l'évaluation par pays, de les présenter à travers des tableaux comparatifs, ce qui permettrait aux Etats Membres, ou à des pays disposant de systèmes de protection sociale ou disposant de régimes de sécurité sociale proches, de se situer et de s'intéresser aux indicateurs qui mériteraient un intérêt particulier. Nous avons bon espoir que ces discussions se poursuivent avec un approfondissement de la coopération et du dialogue dans ce domaine.

Employer member, Denmark (Mr DREESEN) – On behalf of the Danish employers I make some remarks on the General Survey. I will comment on one particular point where the General Survey makes reference to Denmark but which also can be relevant to other States and it has also been part of the observations of the Employer spokesperson.

In paragraph 111, the Committee comments on the fact that many countries are increasing this statutory retirement age in response to improved health, longer lives, aging populations and public finances. In Denmark, the statutory retirement age has already been decided to be 68 in 2030. It will be 69 in 2035 and 70 in 2040 if Parliament follows the scheme of the political agreement. The goal is that the average person enjoys 14.5 years in retirement. The Danish scheme with raising the statutory pension age with an actual living age is crucial to a sufficient labour supply, but also for sound public finances.

The Danish employers support the scheme. However, it is not satisfactory to deal with the changes of society. Therefore, any changes in the conditions should raise the statutory pension age accordingly, and in our view has to be tuned even more. The discussions in connection with the general elections last week in Denmark are giving us reasons to feel that the Danish political system perhaps can make some pragmatic changes. However, the

Committee of Experts wants in paragraph 114 to emphasize the need to consider the differences between various groups. We agree of course that workers that are no longer able work, for example, due to health reasons should be covered by an early retirement scheme, but must warn against schemes with different pension ages for different groups on the labour market. One of the reasons is that it is not plausible to establish such a scheme without leaving behind the workers in real need and instead giving privilege to other and often stronger workers in no need. This animates also a kind of weird competition on the labour market of which groups have the worst jobs.

Worker member, Islamic Republic of Iran (Mr REZAEI) – I speak on behalf of the Trade Union of Iran and the Head of the Iranian Confederation of Workers Association (ICWA), which has been established ten years ago as a result of efforts by the workers' activities, cooperative labour and social welfare, and based on article 131 of the Labour Code of the Islamic Republic of Iran and also on the behalf of the IMMS, the Iranian Merchant Mariners Syndicate, an ITF-affiliated union in the Middle East that supports seafarers in this critical area, also with the aim of fulfilling the Decent Work Agenda and in the interests of workers in the area of labour rights and social support and protection.

One of the noticeable actions taken by my affiliated union, paving the way to the implementation of Recommendation No. 202, the subject of the paper which is distributed to this floor. In this regard, the International Conference of SPS was held in my country in 2016, for future, for further information and knowledge-awareness of workers, with the mention of the Recommendation and the measures which have been taken by the Government and social partners, through the supportive organization and social security organization for deprived people.

In the mentioned Conference, the social partners discussed and reviewed the challenge on social protection. Moreover, there the honourable Ambassadors of Belgium and Mexico put forward the experience of the countries on this issue.

It is worth mentioning that, at present, this supportive role and action in my country has gone beyond the content of this document and more progressive and professional layer of social security and supportive services and the content of ILO international documents are operating.

It is a great honour for me to announce that despite various challenges and outcomes of unfair government sanctions imposed against my country, the Islamic Republic of Iran has almost provided the content of the ILO Recommendation for the promotion of social justice developing and performing a sought-after service, such as the health-care family and children advantage, job opportunity, social security and pensions for old and disabled persons and also young people and the new generation. For instance, the Iranian young seafarer has not the chance to work in the international marine job market; it is not due to a lack of skill or professionalism, only due to unfair sanction and political reasons.

Finally, I would like to propose that with regard to the fact that the future of work is the key agenda for the ILO in line with the fulfilment of the objective of decent work and sustainable development and is dependent on social protection systems, so that all workers through their life should enjoy modern education and technology such as artificial intelligence, robotic autonomous and also comprehensive support to the freedom of association and the right to collective bargaining. Also it is necessary for the workers' and employees' unions, organizations, to find a greater legitimacy through the modern technology with a view toward, to signification of the contribution to achieving the objective of SDG, brighter future of work and action which are based on key action in the ILO Centenary.

Membre gouvernemental, Belgique (M. SOETE) – Je tiens à féliciter le BIT pour la grande qualité des travaux accomplis dans le cadre de cette étude. C'est certainement une étude qui sera fort utile pour nos discussions.

Le centenaire de l'OIT est une occasion unique pour rappeler que cette protection est au cœur de son mandat et constitue l'un de ses principaux domaines d'activité normative et constitue l'un des quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent.

Signe d'importance de cette thématique: des contributions de 114 Etats Membres, on l'a déjà signalé, et des observations soumises par 11 organisations d'employeurs et 44 organisations de travailleurs. Rappelons d'ailleurs que la recommandation n° 202 avait en son temps reçu un appui écrasant. Elle rappelle à fournir aux populations l'accès à des prestations et à des soins de santé essentiels ainsi qu'à une sécurité élémentaire de revenu, ce qui constitue les socles nationaux de protection sociale.

Depuis l'adoption de la recommandation, des efforts nombreux ont été accomplis par les Etats, et je pense que nous pouvons nous en réjouir. Et comme on a cité Dostoïevski, on peut continuer à le citer: «l'homme aime à se ressasser ses malheurs, mais pour ses bonheurs il les oublie». Donc prenons un temps pour nous réjouir de cela quand même. Mais il reste bien entendu, et nul ne contestera, encore beaucoup d'efforts à faire, et à cette fin l'étude d'ensemble met en exergue des cas de bonnes pratiques et des lignes directrices qui peuvent aider les Etats dans la voie d'une meilleure protection sociale, et y compris dans l'extension de celle-ci vers un niveau plus élevé.

Poursuivons donc nos efforts, mais dans le cadre d'un dialogue social. La protection sociale doit être une réalité pour tous, et l'engagement de mon pays, de la Belgique, dans le cadre du Partenariat mondial pour la protection sociale universelle peut être réaffirmé.

Je voudrais encore rapidement mettre l'accent sur une dizaine d'éléments clés pour notre pays dans le cadre des discussions à venir:

1. La mise en œuvre de la recommandation concourt à la réalisation des objectifs de développement durable.

-
2. La nécessité d'un engagement fort de la part de l'OIT et de ses Membres en faveur de la protection sociale universelle.
 3. L'investissement dans la protection sociale stimule la croissance et la stabilité économiques et améliore la performance des économies nationales, et trop souvent on oppose le social et l'économique, alors que la filiation entre les deux nous paraît évidente.
 4. La solidarité sociale, y compris dans ses aspects financiers, est au cœur de la sécurité sociale, et donc les Etats qui font des efforts dans des réformes doivent tenir compte de ce fait-là, du fait que c'est une arme puissante contre pauvreté et inégalité.
 5. La nécessité de promouvoir le dialogue social, c'est un peu la base de l'OIT, c'est la promotion du tripartisme qui constitue notre A.D.N.
 6. Pour garantir une sécurité de revenu tout au long du cycle de vie, différentes approches existent. Eh bien! Nous pensons qu'il y a l'assurance, il y a l'assistance, il faut pouvoir les combiner et trouver un équilibre.
 7. Il faut fixer bien sûr les prestations à un niveau suffisant pour réduire pauvreté, vulnérabilité, etc.
 8. Il reste important quand même d'avoir des services publics performants.
 9. Il faut travailler aussi sur l'accès à la sécurité sociale. Il y a des gens qui n'y ont pas accès, ce qui implique aussi des procédures d'appel, des procédures de contestation.
 10. La recommandation s'adresse aussi aux pays en développement, et la valeur ajoutée de la coopération technique de l'OIT peut être mise en exergue.

Nous estimons que ce sont quelques principes, quelques idées qui peuvent servir lors de la poursuite de nos travaux.

Miembro empleador, Chile (Sr. ALVEAR ARTAZA) — Tenemos importantes críticas al párrafo 624 del texto que estamos comentando. Dicho párrafo se pronuncia categórica e infundadamente en contra de los sistemas provisionales de capitalización individual, y luego toma partido por aquellos países que han realizado acciones para alejarse de dichos sistemas, entre los cuales erróneamente se incluye Chile. En ese sentido, nuestra crítica es doble: a la línea editorial del párrafo 624 y a las imprecisiones en relación al caso chileno. En cuanto a su línea editorial, se evidencia un grave perjuicio en contra de los sistemas de capitalización individual y celebra la reversión de la privatización del sistema de pensiones en algunos países. Este punto de vista, no es compartido por el Grupo de los Empleadores de la OIT y refleja una mirada arbitraria inadmisibles para un documento que emana de la casa del diálogo social que además carece de sustento objetivo en datos globales al fundamentarse en una antojadiza selección de un pequeño número de países.

En segundo lugar, nos genera especial preocupación la información sesgada contenida en este párrafo, porque recientemente tuvimos conocimiento de otra publicación de la OIT de octubre del año 2018 titulada «La reversión de la privatización de las pensiones: reconstruyendo los sistemas públicos de pensiones en los países de Europa oriental y América Latina», que fue presentada por la Organización como un texto oficial, pese a que tampoco fue consultado con el estamento empleador representado en la OIT, lo que como Grupo nos obligó a tener que solicitar la intervención de la Organización Internacional de Empleadores (OIE) para expresarla al Director General, Sr. Ryder, nuestro profundo malestar con la publicación con solicitudes concretas de rectificaciones de fondo y de forma.

Tercero, el aumento de las expectativas de vida junto a la reducción de las tasas de natalidad, hace que los sistemas de reparto sean financieramente inviables, ya que estos fenómenos causan que la pirámide poblacional se invierta, generando que cada vez haya menos trabajadores activos para financiar las pensiones de un número cada vez mayor de pensionados. Así ha sido el caso de varios países europeos que están sobre endeudados y

han tenido que actualizar los parámetros aumentando la edad de jubilación, aumentando la tasa de cotización para poder mantenerse a flote.

Y cuarto, existe una confusión entre los conceptos de solidaridad y del sistema de reparto. El sistema de reparto, así como el sistema de capitalización individual son una opción de financiamiento en la seguridad social, la solidaridad en cambio en el ámbito de las pensiones es el apoyo a los grupos más vulnerables de pensionados. La solidaridad, por tanto, se puede aplicar tanto a los sistemas de reparto como a los sistemas de capitalización individual. La segunda gran crítica al párrafo 624 es sobre imprecisiones con respecto al caso chileno. El párrafo señala que la Comisión de Expertos «también acoge con satisfacción los esfuerzos realizados en Chile [...] para reducir el tamaño de los sistemas de cuentas individuales o para introducir componentes públicos financiados mediante los impuestos sobre la base del principio de solidaridad». Reiterando lo antes expuesto, no compartimos el sesgo de la Comisión de Expertos hacia los sistemas de capitalización individual, luego no nos queda claro cuáles serían aquellos «esfuerzos realizados en Chile» para avanzar en la referida dirección, puesto que el sistema de pensiones chileno lleva prácticamente una década sin grandes modificaciones y la tasa de cotización individual se ha mantenido en un 10 por ciento desde su creación. La actual administración envió al Congreso las reformas en el sistema de pensiones y hace una semana se aprobó la idea de legislar. Dicha reforma no pretende reducir el sistema de cuentas individuales sino fortalecerlo, con lo que los esfuerzos no irían en la dirección indicada por el documento. Además, dicha reforma tiene como objetivo aumentar la solidaridad, aumentando el monto de la pensión básica solidaria y creando aportes especiales para mujeres, adultos mayores dependientes y aumento de la pensión a medida que avanza la edad del pensionado. Esto es evidencia de que el sistema de capitalización individual y una mayor solidaridad pueden ir de la mano. Esperamos, entonces, que el párrafo 624 cambie sus comentarios categóricos, sesgados e infundados, y que se elimine la referencia a Chile, que no ha realizado esfuerzos para reducir el sistema de

capitalización individual, sino que para mejorar las pensiones de los connacionales con más solidaridad y con el fortalecimiento del sistema existente.

Miembro trabajador, Colombia (Sr. GÓMEZ ESGUERRA) — La Confederación General del Trabajo de Colombia (CGT) quiere hacer observaciones al detallado documento de la Comisión de Expertos, el cual presenta un análisis serio sobre un tema tan importante como lo es la protección universal para la dignidad humana.

En efecto, debo manifestar que nada más pertinente que la validez de una recomendación para orientar a esta casa y sus mandantes acerca de cuáles son los métodos más eficaces para combatir la pobreza, acabar con la desigualdad social, eliminar la exclusión social e implantar la justicia social a nivel planetario.

En este orden de ideas debemos ser suficientemente serios en reconocer que pese a los esfuerzos realizados, aún estamos muy lejos de aproximarnos al ideal de tener en la práctica pisos lo suficientemente sólidos para garantizar que la mayoría de la clase trabajadora y de nuestras poblaciones a nivel mundial, puedan decir que objetivamente estén accediendo a niveles dignos en materia de protección social.

Hoy cuando estamos en la celebración del Centenario de la OIT, debemos manifestar que en la mayoría de nuestros países, el común denominador es el desempleo, la ausencia de sistemas integrales de seguridad social, la tercerización laboral, el empleo informal y la imposibilidad para que los adultos mayores puedan acceder a pensiones de jubilación dignas.

El documento que hemos tenido la oportunidad de estudiar, nos ilustra sobre las preocupaciones de los distinguidos miembros de la Comisión de Expertos, sobre la pertinencia de hacer un alto en el camino para analizar con profundidad no solamente el contenido de la Recomendación núm. 202, sino además, tener en cuenta el contexto de todo lo que tiene que ver con las normas vinculantes con los pisos mínimos de protección social, como por ejemplo, la equidad de género, la lucha contra las peores formas del trabajo

infantil, la abolición del trabajo forzoso, todo lo anterior, en el marco de la plena vigencia de los convenios fundamentales de la OIT.

Este Estudio General implica de forma importante un aporte a los debates que en materia del sistema pensional se vienen llevando a cabo, en particular en los países en desarrollo, los cuales, en cambio de buscar mejores formas de promoción al acceso del sistema, están flexibilizando y reduciendo la capacidad del Estado en la protección de la población adulta mayor.

El éxito de nuestras deliberaciones se sustenta en mantener el diálogo social. El grupo de los trabajadores, incondicionalmente, precisamente da un apoyo total al párrafo 624 presentado conforme al Estudio que han hecho los miembros de la Comisión de Expertos.

Miembro trabajador, Colombia (Sr. ORJUELA GARCÍA) — Me dirijo a esta Comisión en nombre de los trabajadores del Brasil, Uruguay y Colombia para referirnos al Estudio General, preparado por la Comisión de Expertos a quien agradecemos tan minucioso Estudio, así como sus conclusiones y recomendaciones.

Los trabajadores de estos países consideramos que los pisos de protección social conforme al texto de la Recomendación y como bien lo ha considerado la Comisión de Expertos no pueden ser tergiversados por los gobiernos, especialmente de los países en vías de desarrollo como un método para renunciar a la seguridad social, sino como una estrategia para garantizar universalidad en la protección social, especialmente para quienes carecen de ingresos y por tanto no pueden solventar ingresos mínimos ni atención en salud por sí mismos. El piso debe mantener el fin de promover su ascenso a la seguridad social y niveles más elevados de protección social. No puede admitirse que algunos países se excusen en sus elevados índices de informalidad para limitar la protección de sus trabajadores a los niveles mínimos de protección, tal y como acaba ocurrir en Colombia con la aprobación de su mal llamado Plan de desarrollo, sino que deben adoptarse medidas efectivas para la garantía de protecciones mínimas para la población más vulnerable, mientras que a los trabajadores

informales y rurales debe formalizárseles e impulsarles a ingresar a sistemas de seguridad social o como lo menciona la Comisión de Expertos propender por un seguro social inclusivo para la reducción de su informalidad.

El fin de la OIT de justicia social no será posible con sistemas de protección social excluyentes, privados, con enfoque al ahorro exclusivo de los trabajadores e individual, sino que por el contrario, deben fundarse en el principio de la solidaridad intergeneracional, financiación colectiva y contribución del Estado, así como de la contribución de las personas de mayores ingresos, naturales y corporaciones. El Estudio General en mención, visto de manera conjunta con el documento de trabajo del Departamento de Protección Social de la Oficina sobre la reversión de la privatización de las pensiones, deben ser el punto de partida para la actualización de los sistemas de protección social de los Estados parte de la OIT, así como para el rediseño de los sistemas de protección social en la vejez, enfocados en la reversión efectiva de los sistemas de ahorro individuales como ya lo han hecho varios países hacia los sistemas de reparto junto con sistemas de ingresos de básicos universales.

Membre gouvernementale, Sénégal (M^{me} FALL) – Le Sénégal intervient au nom du groupe africain et adresse ses félicitations pour la qualité du rapport sur l'étude d'ensemble.

L'originalité de ce rapport, axé pour la première fois sur une seule recommandation autonome, traduit l'importance de réaliser la justice sociale partout dans le monde et une protection sociale universelle pour accentuer la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale, et la nécessité de garantir aux populations un revenu minimum garanti et une couverture maladie adéquate.

Nous exhortons les Etats n'ayant pas encore accompli cette obligation constitutionnelle à produire leurs rapports en fournissant des informations sur les orientations prises par leurs législations respectives en vue d'améliorer la protection sociale, conformément aux objectifs visés par la recommandation.

Le groupe africain demeure ainsi en phase avec les socles de protection sociale tels que déclinés par la recommandation n° 202 et se félicite de noter que les Etats Membres s'efforcent de développer des politiques visant à mettre en œuvre les différents socles de protection sociale visés au paragraphe 4 du titre II de la recommandation.

La recommandation, adoptée en juin 2012, a été un tournant majeur dans la vie de l'Organisation et dans la mission des mandants tripartites. Elle a ainsi constitué une grande avancée dans la définition des règles sociales de base qui doivent assurer un respect plus universel des droits fondamentaux au travail dont la protection sociale constitue l'un des piliers essentiels.

Le groupe africain se félicite ainsi de ces recommandations de l'étude, tout en invitant ses Etats membres à s'appropriier pleinement les pertinentes analyses qui y sont développées pour réaliser leurs objectifs de mettre en place des socles de protection sociale efficaces et inclusifs.

Il tient à signaler qu'il existe un certain nombre de cadres continentaux dans lesquels les Etats Membres et les partenaires sociaux élaborent des stratégies d'extension de la protection sociale.

Il s'agit:

- de l'Acte constitutif de l'Union africaine;
- de la Déclaration de Ouagadougou sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique de 2004, qui vise à donner aux populations les moyens de se prendre en charge, à créer des opportunités et une protection sociale pour les travailleurs en établissant un environnement propice au développement et à la croissance nationale;
- de l'appel de Livingstone en faveur de la protection sociale de 2006, qui a préconisé la mise en place générale d'un ensemble de prestations sociales de base;

-
- de la première session de la Conférence de l'Union africaine des ministres chargés du développement social, qui a adopté le cadre de politique sociale pour l'Afrique recommandant l'adoption d'un certain nombre de mesures destinées à encadrer la mise en œuvre d'un ensemble de prestations sociales minimales;
 - du premier Colloque africain sur le travail décent tenu à Ouagadougou, en décembre 2009, qui a souligné les progrès dans la mise en place d'un socle de protection sociale dans plusieurs pays africains;
 - de la Déclaration tripartite de Yaoundé sur la mise en œuvre du socle de protection sociale de 2011;
 - du Programme de protection sociale pour l'économie informelle et les travailleurs ruraux de 2011;
 - de la Déclaration d'Addis-Abeba, lors de la treizième Réunion régionale de 2015, qui a invité tous les pays africains à adopter des stratégies nationales cohérentes en matière de sécurité sociale.

Le gouvernement africain exhorte les Etats Membres à s'engager avec les partenaires sociaux à promouvoir un dialogue social effectif afin de formuler les politiques nationales les plus appropriées et de fixer des délais adaptés pour la mise en œuvre progressive de socles de protection sociale qui tiennent compte de la nécessité de promouvoir l'emploi et le développement social et économique.

Pour sa part, l'OIT devrait:

- poursuivre sa Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous en utilisant tous les moyens d'action à sa disposition et promouvoir la ratification et la mise en œuvre des conventions actualisées de l'OIT concernant la sécurité sociale, en particulier la convention n° 102;

-
- renforcer les capacités des organisations d’employeurs et de travailleurs pour participer à la conception, la gouvernance et la mise en place d’une protection sociale pour tous à la fois complète et durable;
 - favoriser la coopération Sud-Sud par un échange d’expériences et d’expertises.

Enfin, le groupe africain réaffirme son attachement aux idéaux nobles prônés par la recommandation pour promouvoir les socles de protection sociale indispensables à la réalisation des objectifs d’une couverture sociale universelle et encourage fortement les Etats Membres à se donner les moyens nécessaires à l’atteinte de ces objectifs prioritaires.

Les Etats ayant rencontré des difficultés pour mettre en place ou disposer de socles de protection sociale efficaces sont donc encouragés à solliciter instamment l’assistance technique de l’OIT pour surmonter les écueils et renforcer leurs capacités techniques en la matière.

Employer member, Norway (Mr KARLSEN) – On behalf of the Norwegian Employers, I read the General Survey with great interest. It deals with topics of importance to all. This intervention, however, concerns the Survey's reference to Norway and to the discussion on user fees for health care and its paragraph 235 stating that it is necessary to exclude reliance on out of pocket expenditure such as user fees which is the case in Norway among other high-income countries. And it is true that health care under the Norwegian Welfare System is accompanied by user fees or patient charges. The Norwegian experience is, however, and I do believe that there is a broad consensus on this domestically, that user fees, as such, is in no contradiction to universal health care available to all. Rather than health care, with no out of pocket expenditure at all, the Norwegian solution is based on a general and transparent threshold on patient charges accompanied with general exceptions for some patient groups. First and foremost, no user fees apply to patients under the age of 16. Correspondingly, no user fees apply for medical treatment or examination during pregnancy. Other groups do pay user fees amounting to a modest share of actual cost but no user fees

apply when the patient has reached a limit of approximately €200 within that calendar year. This means that when an individual's user fees have reached €200, no further patient charges will apply until next year. From that point and on, health care is with some important exceptions cost-free for the patient that calendar year. To conclude, the Norwegian employers would say that reliance on out of pocket expenditure is not in contradiction to health services available and affordable to all. By excluding the most vulnerable groups and establishing annual limits on each patient's charges, health services available and affordable to all can perfectly well be bridged with user fees.

Membre gouvernemental, Côte d'Ivoire (M. EKPO) – Cette 108^e session de la Conférence est le tremplin adéquat pour booster tous les efforts conjugués par les Etats Membres dans la résolution des problèmes qui minent le monde du travail.

Aujourd'hui, tous les mandants tripartites sont appelés à réfléchir sur la problématique de l'étude d'ensemble relative à la protection sociale universelle à partir du dispositif normatif de l'Organisation, étendu uniquement à la recommandation n° 202, cela pour garantir un avenir certain du travail.

L'engagement de mon pays ne souffre d'aucune discordance ni de discontinuité. En effet, l'année 2019, décrétée année du social par le Président de la République de Côte d'Ivoire, est la poursuite d'une série d'initiatives, de politiques, de programmes et d'actions, tous inclusifs, visant à résorber durablement les questions d'injustice sociale, de travail décent et les disparités qui s'y rattachent. Au nombre des mesures et actions fortes du gouvernement, il y a lieu de s'appesantir sur ce qui suit, qui englobe la triptyque thématique de dignité humaine, de justice sociale et de développement durable.

En matière de cadre institutionnel et juridique, le cadre juridique et institutionnel de la sécurité sociale en Côte d'Ivoire est défini par la Constitution de l'Etat de Côte d'Ivoire du 8 novembre 2016, par deux lois de 1999 relatives à la prévoyance sociale, par la loi n° 2014-131 du 24 mars 2014 instituant la couverture maladie universelle. Celle-ci garantit le

caractère non discriminatoire et inclusif de la sécurité sociale et vise à réduire principalement la pauvreté et les inégalités de soins. Il convient également de mentionner que le cadre juridique est soutenu par diverses lois qui assurent la couverture des salariés et fonctionnaires contre certains risques sociaux. Cette volonté affichée du gouvernement s'est traduite par l'adoption en 2014 d'une stratégie nationale de protection sociale, laquelle, après cinq années, connaît des avancées notables en matière de renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables et en termes de création d'opportunités et de consolidation de leurs moyens de subsistance. L'Etat étant le garant du système de sécurité sociale, il définit à ce titre la politique nationale de la sécurité sociale et engage par un contrat de programme les institutions de prévoyance sociale à la cohérence de leurs activités avec les politiques nationales.

Au mieux, le gouvernement vient d'adopter le programme de stratégie nationale d'inclusion financière 2019-2024, qui s'articule autour de l'insertion des couches sociales défavorisées dans le tissu économique à travers la mise en place de services financiers adaptés qui offrent des conditions soutenables autant pour les offrants que les bénéficiaires. Il s'agit plus spécifiquement d'améliorer l'accès aux services financiers des populations vulnérables, de promouvoir la finance numérique et de mettre en place un cadre fiscal et politique favorable à l'inclusion financière. La mise en œuvre de cette stratégie permettra de porter le taux d'inclusion financière à 60 pour cent à l'horizon 2024 et de mobiliser davantage d'épargne nationale pour financer le développement de l'économie tournée vers le monde rural, vers les couches les plus défavorisées.

En matière de cadres d'action qui visent la poursuite de l'extension horizontale et verticale de la sécurité sociale, il est prévu au titre de l'année 2019 la création d'un régime social des travailleurs indépendants et la mise en place de régimes de retraite complémentaire par capitalisation dans les deux secteurs privé et public. Il faut noter que toutes ces garanties élémentaires de sécurité sociale sont étendues à la maladie, à la vieillesse, aux prestations familiales, à la maternité, aux accidents du travail et maladies professionnelles.

S'agissant du développement durable, c'est le lieu d'indiquer que le gouvernement, par une approche transversale, partenariale et inclusive, a toujours soutenu les différentes politiques publiques d'emploi et de travail agrégées à la politique de sécurité sociale du pays.

Nous avons, chacun en ce qui nous concerne, à écrire une page de notre histoire commune, celle de l'Organisation internationale du Travail à l'occasion de son centenaire. Cette page, nous devons l'écrire avec toute la détermination possible et toute l'énergie de l'espoir placée en nos populations respectives, qui n'aspirent qu'à un mieux-être par le travail et la pleine santé.

Sur cette exhortation à toujours considérer au centre de nos priorités la question vitale de sécurité, santé et bien-être pour tous, je voudrais terminer mon propos en souhaitant à chacune et à chacun une excellente Conférence internationale du Travail.

Miembro empleador, El Salvador (Sr. JIMÉNEZ RIVAS) — Quiero comentar que en mi país en los últimos diez años se ha gastado el 10 por ciento del presupuesto general de la nación cada año para financiar programas sociales similares a los propuestos en el Informe que ahora analizamos. El 10 por ciento del presupuesto cada año durante diez años y saben ¿cuál ha sido el resultado? Que hoy tenemos la misma cantidad de familias en situación de pobreza que hace diez años.

Cinco billones de dólares después de diez años impulsando programas similares a los contenidos en la declaración de piso social y no ha cambiado nada para los pobres y contando con la asesoría de la Oficina de la OIT. Pero para el país sí ha habido cambios, la carga tributaria pasó del 14 por ciento del PIB a más del 19 por ciento del PIB, ha sido un esfuerzo nacional aumentar la recaudación de impuestos. Pero además la deuda pública se duplicó en los últimos diez años, eso será un esfuerzo fiscal que tendremos que pagar en los próximos años, y con esos recursos adicionales se financiaron cinco billones de dólares para tener cero impacto en la vida de las familias excluidas y marginadas.

¿Por qué sucede esto? Sucede, porque los llamados programas sociales sugeridos por el Estudio General y que el gobierno de mi país ha implementado, no son programas sociales. Un programa social transforma de manera permanente las condiciones de vida de las familias excluidas y marginadas en especial, la de los niños. Un programa social por ejemplo, debe asegurar que los niños de las familias pobres tengan un futuro mejor, con educación basada en las tecnologías, pero también con niños que aprendan el trabajo en equipo, la empatía, la capacidad de comunicar ideas, el liderazgo, motivaciones, todas las que conocemos como habilidades blandas. En eso no se ha invertido el dinero en mi país, por el contrario, se ha invertido en programas populistas que garantizan que los pobres, siguen siendo pobres. Y la Oficina podría decir «esa no es nuestra responsabilidad, porque eso es una decisión de los gobiernos de cada país», pero sí es una responsabilidad, porque los gobiernos de nuestros países como el caso de El Salvador, basándose en los documentos que genera la OIT, toman decisiones y justifican las decisiones basadas en estos documentos.

Por otra parte, permítanme referirme brevemente al tema de pensiones. Es indudable que la Oficina de la OIT, el personal que trabaja en la Oficina, en veinte o veinticinco años tendrá que aceptar la realidad. Que los sistemas de repartos no son sostenibles, cada vez hay más jubilados respecto de trabajadores activos. En los párrafos 33 y 34 del Informe se hace referencia a la manera en que está cambiando la demografía en nuestras sociedades. En mi país, El Salvador, cuando se hizo la reforma hacia un sistema de cuentas individuales había ocho trabajadores activos por cada pensionado. Hoy, veintitrés años después, hay menos de cuatro trabajadores activos por cada pensionando. En 2040 habrá un trabajador activo por cada pensionado. Pues habrá que quitarle casi todo su salario para pagar la pensión del que está inactivo. Insistir en sistemas de reparto es anti histórico, y atacar y buscar destruir los sistemas de capitalización individual, finalmente terminarán destruyendo los sistemas de protección social. En ese sentido, rechazamos la línea editorial del Estudio, rechazamos el contenido del párrafo 624 y solicitamos eliminar la afirmación que se hace sobre El Salvador, según la cual la Comisión de Expertos acoge con satisfacción los esfuerzos realizados para

reducir el tamaño de los sistemas de cuenta individual. Por el contrario, la reforma realizada en 2017 está orientada a fortalecer los sistemas de cuenta individual y busca corregir las decisiones irresponsables de los diferentes gobiernos que han tomado de manera forzosa los ahorros de los trabajadores y sólo le pagan uno para financiar su déficit fiscal y sólo le pagan un uno por ciento de tasa de interés anual. Como consecuencia, las pensiones están saliendo el 15 por ciento del salario.

La reforma siguiente ha buscado corregir esa injusticia social que está sucediendo en mi país, por ello solicitamos atentamente corregir esas afirmaciones del párrafo 624.

Worker member, South Africa (Ms LOSI) – My intervention is made on behalf of the workers and unions from the Southern African Trade Union Coordinating Council. The discussion about social protection deficits will continue to be a recurrent discussion until the rigged global economic system perpetrated and operated by neo-liberal globalization is addressed. Of course, we are not deluded that this would have been on a platter, given that vested interests and the very tiny privileged, but powerful few, who benefit from a rigged elite system are bent on maintaining and fostering the status quo.

A recent Oxford report shows that a mere 1 per cent of the global population owns 87 per cent of the global wealth, while the rest of humanity is left to scramble for the leftovers. This is partly responsible for the bludgeoning of the rank of the working poor. This widening of the inequality gap is clear evidence of the failure of the market, as the so-called “trickle-down effects from the invisible hands” of the market has woefully failed to deliver. In essence, economy growth is not delivering jobs and decent wages.

Yes, we are also witnessing government failures that can be seen in the fact that wealthy systems are collapsing, if not totally and completely eclipsed for market-based alternatives, which are set up solely on affordability capability. People are continuously being pushed and forced to the margins and most States can barely respond appropriately.

We know too well that the migration of people from one clime to another is largely on account of the deep sense of social, economic and political dispossession and misery these people are facing. They are moving, not minding to risk all, including losing their lives in the process because they have concluded that staying and living in the current situation is death itself. Therefore, for Southern African workers, we are of the convinced view that the irreducible minimum that should be done is to take concrete steps to ensure that gainful and decent employment creation is prioritized. It is also important that we take concrete steps to protect wages as a means for advancing social protection. There are workplaces and employers owing workers huge backlogs of months of unpaid wages.

Equally, we continue to witness the scenario where States are pressured to develop labour market policies that provide wages as concession for investment attractions. If you were to genuinely improve the chances of securing social protection provisions in the world of work, then it should be that wages should not continue to be used as a tool for competition. Furthermore the world is witnessing the development of new forms of employment relations and production patterns that harm jobs, wages and reduce the revenue mobilizations of governments. One example is the growing informalization of employment and production. This institution, and I mean the International Labour Organization, through her social partners, recognized the inherent weakness in informality and it so developed the Transition from the Informal to the Formal Economy Recommendation, 2015 (No. 204), as one of the responses to addressing informality. For workers in the informal economy, by the way, most of them, mainly as means of survival, are largely not covered by social protection provisions. It is our considered view that if more deliberate, steady and imaginative efforts are invested into initiatives to formalize the informal economy, everyone – workers, employers and business will indeed be better off.

Miembro gubernamental, México (Sr. MARTÍNEZ MEJÍA) — El Gobierno de México se congratula de los comentarios expresados por la Comisión de Expertos en su informe relativo a las acciones y políticas implementadas para avanzar en la cobertura

universal de la protección social. Desde la perspectiva de este nuevo Gobierno reconocemos que la protección social constituye uno de los principales instrumentos de política pública que permite reducir al mismo tiempo la desigualdad y la pobreza, a la vez que genera las condiciones para el crecimiento inclusivo. Gracias a una política de austeridad en el gasto dentro del gobierno y de combate frontal a la corrupción, el Gobierno de México proyectó un aumento histórico del gasto en la inversión social de 7 891 millones de dólares, es decir, un aumento del 41 por ciento en gasto social. Actualmente, los programas sociales priorizan la atención a grupos identificados como los más vulnerables, es decir, niños, niñas, jóvenes, adultos mayores, comunidades indígenas, trabajadores del campo, personas con discapacidad y trabajadores del hogar. Dentro de las nuevas estrategias y programas sociales destinados a atender a los sectores más vulnerables de la población, quisiera destacar lo siguientes: el programa «Jóvenes Construyendo el Futuro» es, sin duda, uno de los principales programas de este Gobierno. Tiene el objeto de incorporar 2,3 millones de jóvenes de entre 18 a 29 años que actualmente no estudian ni trabajan para que puedan capacitarse en el trabajo. A través de un modelo de corresponsabilidad social entre los sectores público, privado y social, se ofrece a los jóvenes un espacio, apoyos y actividades para generar competencias técnicas que promuevan la inclusión social e incrementen sus posibilidades de empleabilidad a futuro. También el programa «Pensión para el Bienestar de las Personas Adultas Mayores», consiste en una pensión bimestral no contributiva en apoyo a mujeres y hombres mayores de 68 años privilegiando, por supuesto, las zonas indígenas o de alta marginación en el país, con un alcance de 8,5 millones de personas beneficiadas. El programa «Pensión para el Bienestar de las Personas con Discapacidad Permanente» tiene como objetivo mejorar las condiciones de vida de niñas, niños y jóvenes, con discapacidad permanente que viven en municipios indígenas de alta o muy alta marginación y en situación de pobreza extrema. Estos programas son coincidentes con el artículo 5 de la Recomendación sobre los pisos de protección social al proporcionar seguridad básica del ingreso a las personas que por alguna causa no puedan obtener ingresos suficientes.

Con respecto a la implementación de políticas progresivas para abatir la informalidad, es pertinente señalar que en México el modelo de seguridad social se sustenta en una relación laboral formal, es decir, de trabajo personal subordinado y de cotizaciones en un esquema tripartito. No obstante, existen grupos que, si bien mantienen una relación laboral formal, se han mantenido privados del derecho a la seguridad social. Tal es el caso de las trabajadoras y trabajadores del hogar. Para enmendar esta omisión, el pasado 14 de mayo se realizó una reforma histórica a la Ley Federal del Trabajo para garantizar derechos laborales a este sector. Asimismo, a través del Instituto del seguro social, el Gobierno de México puso en marcha un programa piloto para incorporar a las personas trabajadoras del hogar al sistema de seguridad social obligatorio. Esto permitirá que en un corto tiempo México esté en condiciones de ratificar el Convenio sobre las trabajadoras y los trabajadores domésticos, 2011 (núm. 189). México vive actualmente grandes cambios que se reflejan en acciones para favorecer a la población de manera directa y sin intermediarios con el propósito de garantizar el ejercicio efectivo de los derechos económicos, sociales y culturales, para reducir brechas de desigualdad y las condiciones de vulnerabilidad y discriminación existentes, para que todos los mexicanos tengan un trabajo decente y para que nadie en México se quede atrás.

Observador, Organización Internacional de Empleadores (OIE) (Sr. ARTHUR ERRAZURIZ) — Antes que nada quiero lamentar que por razones ideológicas contenidas y que trasuntan todo el informe que estamos comentando, se nos impida asumir los grandes desafíos que tienen los sistemas de pensiones y se nos recomiende volver a un sistema de reparto que más allá de las opiniones que puedan tenerse al respecto es un sistema que ya no funciona. Funcionó adecuadamente mientras la pirámide poblacional tenía una amplia base de gente joven que financiaba las pensiones de los mayores que eran menos y vivían menos tiempo, hoy día esa realidad ha cambiado en forma dramática, hoy la base se ha reducido. En los años cincuenta había cinco hijos por cada mujer, hoy día son dos y ya menos de dos, las expectativas del mundo a los 65 años han crecido un 4,5 años para las mujeres y 3,7 años para los hombres sólo en los últimos treinta años. En América Latina la relación entre

trabajadores que aportan y trabajadores jubilados era, en los años 65, 15 a 1, hoy día esa relación es de 8,4 tomando solamente el efecto del envejecimiento, si a eso le agregamos el efecto de la informalidad la relación cambia a la mitad. Viendo, entonces, más allá de las opiniones como decía tenemos un problema estructural que no se van a poder pagar las pensiones y la gente joven que hoy día está financiando las pensiones de los mayores no tendrá cuando lleguen a la edad de jubilación quién les pague sus pensiones, estaremos como en la pirámide de Ponzi. Yendo al Estudio General, debo señalar un par de comentarios, ¿considera que los sistemas de ahorro individual no tienen capacidad alguna para lograr un efectivo de redistribución basado en criterio de solidaridad social? Creo que allí como se dijo, precedentemente, hay una confusión entre reparto y solidaridad, reparto es un mecanismo para financiar pensiones y solidaridad es la forma de ir en apoyo a los sectores más vulnerables que por razones de pobreza u otra no pudieron financiar adecuadamente con sus recursos la pensión que tenían. Además, en el reparto suele ser muy común que sea regresivo porque no son los trabajadores de más altos ingresos los que están financiando las pensiones de los demás, suele ser justamente al revés. Solamente, citando el caso de Chile, que es mi país, el 50 por ciento de los trabajadores en el sistema antiguo tiene un sistema de reparto. No lograron pasar el umbral de los quince años que se exigía para financiar su pensión y perdieron todo el ahorro que habían efectuado a lo largo de sus años. Se felicita el Estudio General, de la tendencia a la reversión de los sistemas de ahorro individual hacia el reparto, debido a la mejor capacidad que ellos ven para cumplir los objetivos de las pensiones, pero no menciona que las razones de la reversión fueron razones fiscales porque no fueron capaces esos países de financiar adecuadamente la transición al deber hacerse cargo de las pensiones de los trabajadores que ya no estaban aportando sino a sus fondos de pensiones. Entre las ventajas del reparto menciona la previsibilidad de las prestaciones, ¿de qué previsibilidad estamos hablando? Cuando los sistemas de reparto, que también se llaman de beneficio definido, han cambiado en veintitrés años, 78 países aumentaron la tasa de cotización, 57 cambiaron la edad de jubilación y 61 ajustaron el monto de los beneficios. Del Estudio General parece corregirse, una incompatibilidad entre un sistema de pensiones

y una administración de los recursos a través del mercado de capitales, en circunstancias que perfectamente compatible y más que eso es saludable. Hay un estudio para Colombia, Perú, Chile y México en el cual se dice que en los cambios en que ha estado vigente el sistema de pensiones de cuentas individuales, un 10 por ciento del crecimiento de esos países tiene su origen en el sistema de pensiones de cuentas individuales.

Finalizo, diciendo lo siguiente: creo que la Oficina podría apoyar a un gran debate en la medida en que lo focalizáramos nosotros en el estudio de cuáles son los desafíos de este sistema y no nos dedicáramos y luciéramos tripartitamente y no se hiciera con un estudio completamente inconsulto que causó un severo daño porque se presentó como si fuera la opinión de la OIT en circunstancias que el Grupo de los Empleadores jamás fue consultado respecto de cuáles eran las opiniones que estaban expresadas en ello y que incluso fueron expresadas a través de la televisión en canales internacionales. Yo creo que eso debería corregirse a la brevedad.

Miembro trabajador, Argentina (Sr. PIUMATO) — Los trabajadores sabemos que la verdadera vía de reparar la exclusión social es la consolidación de sistemas integrales de protección social.

La Declaración sobre la justicia social para una globalización equitativa nos da el marco. Los cuatro componentes del trabajo decente son inseparables y se potencian entre sí. De ahí, que una mejor protección social no depende solamente de una normativa favorable. Resulta funcional al objetivo de extensión y a la universalización de la cobertura, una política de empleo productivo y de calidad, una transición de la economía informal hacia la formalización y un espacio de diálogo efectivo con los actores sociales representativos. Esta es una de las lecciones que nos dejan los años de vigencia de la Recomendación núm. 202.

Pese a los esfuerzos normativos de extensión de la protección social en muchos países, sólo el 29 por ciento de la población mundial tiene acceso a sistemas de seguridad social integrales y otro 55 por ciento no está protegida efectivamente en ningún ámbito.

El Estudio General puesto a consideración recopila datos concluyentes sobre el papel que desempeñan los sistemas de protección social en la reducción y prevención de la pobreza, la desigualdad, la exclusión social y la inseguridad social. Creemos que para que esto sea una realidad, la protección social no puede estar sujeta a una mirada mercantil o financiera. Es el Estado quien debe asumir la responsabilidad de esta forma de organización de la sociedad frente a la desigualdad. Una sociedad que no tenga como centro el trabajo decente y como objetivo el logro del pleno empleo digno y productivo no puede garantizar la sustentabilidad de los sistemas de seguridad y protección social. Si los Estados, son los responsables últimos de la marcha de los sistemas integrales, sus funciones deben ir más allá de la mera supervisión para garantizar la gestión de sistemas públicos que aseguren acciones tendientes a resolver las fallas de mercado a las que está sujeta la protección social, evitando entregarlo a aquellos que lo miran simplemente como un negocio rentable. La referencia en la Recomendación a las garantías de protección social supone la necesidad de una base de presupuestos nacionales creciente, teniendo en cuenta las necesidades de cobertura frente a los fenómenos de exclusión característicos en nuestros países y que son de naturaleza estructural, que lejos de atenuarse se profundizan.

Un dato concluyente del Estudio General respecto a la suficiencia presupuestaria de los sistemas nacionales es el porcentaje de inversión en protección social del PIB. Mientras que el valor máximo es del 6 por ciento para países de Europa Central, América se encuentra en el 3 por ciento. Este nivel de inversión social que algunos maliciosamente llaman gasto, resulta claramente insuficiente para dar respuesta al paquete de garantías previsto por la Recomendación.

Escasa mención, eso sí, se hace de la necesidad de la revisión de la arquitectura tributaria. Así es que aumentar la presión en sistemas regresivos para financiar el paquete de garantías previsto, puede resultar viable desde el punto financiero pero es socialmente injusto. Es necesario pensar soluciones de la mano de la expansión del empleo, el fortalecimiento de la capacidad de tributación con progresividad e inclusión de colectivos

laborales. La mejor manera de impulsar definitivamente la Recomendación, tal como fuera concebida, requiere de un cambio de mirada sobre la medida de ajuste que el orden económico, en especial el Fondo Monetario Internacional y el Banco Mundial, impone a los países emergentes como el nuestro.

La Recomendación va mucho más allá. Cumplir con las garantías previstas en ella requiere de todo un plan de desarrollo para proporcionar unos sistemas de prestaciones integrales que permitan de forma sostenida alcanzar las metas de la Agenda 2030. En ese sentido, necesitamos darnos cuenta en especial los gobiernos que son responsables de las políticas públicas, que no estamos avanzando por el buen camino. Seguimos inmersos en lo que el Papa Francisco llama la «cultura del descarte», que condena a gran parte de la población mundial a la exclusión, fruto de la concentración económica y el aumento de las desigualdades y la pobreza. Sólo centrándonos en la justicia social, podremos encaminar la Agenda 2030 hacia el horizonte que prometen.

Government member, Egypt (Ms ABDEL TAWAB) – The Egyptian Government would like to say a big thank you for all the work done on this General Survey. This is very important for sustainable development in our view so that there can be decent living conditions and services which provide justice worldwide. This Survey based on Recommendation No. 202 shows that social protection is very important to preserve human dignity and achieve social justice and non-discrimination and this is in keeping with the 2030 Agenda.

We would like to add that there are 114 governments which participated in the General Survey, also there were employers' and workers' organizations and they all gave their opinions on the Recommendation so as to provide good practices from the various States and also provide examples of difficulties. The Government of Egypt has taken the required measures and the Constitution in article 17 states social protection is the right of all citizens. In Egypt, we give great importance to social protection. We have programmes and projects and the application of initiatives to strengthen coverage so that it covers people who are in a

weak position and not yet covered. We have also taken into consideration the poorest families which do not live in dignity. The Government of Egypt also attaches great importance to the weakest layers of society. We have provided proper accommodation and decent work to people who lacked these. We have encouraged investment in human resources, we also take great importance to health and education. We have programmes and initiatives; there is a special programme for those families which cannot meet the needs of their members. Our Government also believes that the General Survey has highlighted social dialogue and its role in social protection.

Miembro empleadora, Argentina (Sra. GIMÉNEZ) — Queremos hacer tres comentarios sobre las consideraciones vinculadas a nuestro país. En primer lugar, en su parte I, el Estudio incluye una serie de afirmaciones sobre la evolución del gasto en los sistemas de protección social de la Argentina que requieren alguna precisión. Corresponde destacar que aún en un contexto inflacionario acelerado y un sector productivo afectado por la recesión, los recursos destinados a estas prestaciones han crecido nominalmente un 142 por ciento desde el año 2015, quedando sólo un poco por detrás de la inflación que suma un 150 por ciento acumulado para el período. Lo que es más, en el último año se adoptaron varias medidas que mediante el incremento de las contribuciones patronales, intentan abordar los problemas de sustentabilidad del sistema: se eliminaron los aportes reducidos para economías regionales desfavorecidas y se estableció una contribución patronal adicional para los regímenes previsionales diferenciales.

En segundo lugar, al analizar los déficits de cobertura legal de la cobertura de salud, el Estudio se hace eco de las declaraciones de una de las centrales sindicales argentinas sobre la falta de cobertura de los trabajadores informales. Con respecto a estas afirmaciones, resulta necesario aclarar que la Argentina cuenta con una cobertura de salud total tanto para nacionales como para extranjeros, que está debidamente incorporada en la legislación nacional y es custodiada por la jurisprudencia nacional. En general, el sector empleador

observa con preocupación que el Estudio recoge afirmaciones que provienen en forma aislada de una sola central de trabajadores.

Tercero, para el caso del sistema de pensiones argentino, el principal desafío para la cobertura es la informalidad, que en la Argentina tiene un vínculo directo con el excesivo costo fiscal, pero también se ve influida por la falta de estabilidad en el contexto macroeconómico y un plan de desarrollo productivo, el rezago de la competitividad y el desacople del sistema tributario que acompaña a políticas productivas.

Las recomendaciones para incrementar el nivel de protección social deberían tener también en cuenta mecanismos que vinculen incentivos para ampliar la base contributiva, reducir la informalidad y aumentar las inversiones, sobre todo en países de la región en donde la informalidad es alta. En cuanto a la preferencia que la Comisión de Expertos expresa por los regímenes de reparto frente a aquellos de capitalización privada, creemos importante precisar que nuestro sector apoya la coexistencia de regímenes de reparto con complementos de capitalización de ahorro privado. Los motivos de la transición ocurrida en el sistema previsional argentino, obedecen a causas como una altísima inflación de largo tiempo, costos de administración elevados y ninguna posibilidad de encontrar inversiones que mantengan su valor, que no han dejado otra alternativa que revertir esa iniciativa, que creemos adecuada y viable, para economías más sólidas y predecibles.

Por otro lado, si bien la recuperación del régimen público y solidario de la Argentina en 2008 retomó la línea de protección social de la OIT, disminuyendo los riesgos para los trabajadores y pensionistas al adoptar un sistema solidario de reparto, esto no ha prevenido la vulneración de los principios esenciales de la seguridad social: solidaridad, mancomunación de riesgos y cofinanciación y, en especial, los principios de gestión transparente, responsable y democrática del régimen con la participación de los representantes de las personas aseguradas.

Queremos finalmente reiterar que el abordaje de la sustentabilidad del sistema requiere de una mirada integral y de consenso tripartito, y que en el caso argentino deberían al menos discutirse en torno a tres aspectos que desafían esta sustentabilidad. Primero la importancia del contexto macroeconómico como condición de base. Es necesario un crecimiento sostenido junto con políticas de desarrollo del tejido productivo que aumenten la innovación, el uso de tecnología, la calificación y formación del personal y la escala de producción. Segundo, los factores de competitividad sistémica, como el acceso a la infraestructura y al financiamiento, así como la alta volatilidad cambiaria y las altas tasas de interés representan un desafío que atenta contra la expansión del trabajo y la formalización laboral. Y por último, es deseable propender a un sistema tributario que acompañe a la política de desarrollo productivo, y guarde relación con los incentivos hacia la inversión, la transferencia de tecnologías y la innovación aplicada.

Membre travailleur, Mali (M. KATILE) – Au nom des nombreux membres de l'Organisation des travailleurs de l'Afrique de l'Ouest (OTAO), nous nous associons aux orateurs précédents qui ont exprimé leur sentiment chaleureux à l'occasion du 100^e anniversaire de l'Organisation internationale du Travail. Nous notons que cette célébration du centenaire arrive à un moment où le monde a réalisé des progrès modestes auxquels l'OIT a inlassablement contribué.

Néanmoins, nous savons aussi que le centenaire a lieu à un moment où le mécontentement mondial sur la nature inégale et biaisée de la répartition de la création des richesses mondiales est géré. Le scénario est tel que les riches deviennent de plus en plus fantastiques, les pauvres beaucoup plus misérables, plus faibles et désillusionnés.

N'est-il donc pas difficile de comprendre que le monde a effectivement besoin d'une nouvelle forme de contrat social qui remédiera aux maux de la mondialisation néolibérale, secourir les faibles et les dépossédés, mais aussi donner de l'espoir aux gens et à leurs communautés. Nous sommes convaincus qu'un tel contrat social comprendra la nécessité et

l'urgence d'élargir la couverture des dispositions de protection sociale et surtout de trouver les moyens durables de les financer.

Permettez-moi d'utiliser cette occasion pour nous concentrer sur la manière dont nous pouvons répondre à la préoccupation du financement. Les travailleurs organisés sont convaincus que la réduction ou le blocage des fuites générées par les flux financiers illicites contribuerait grandement à garantir les ressources locales nécessaires au financement des mesures de protection sociale en Afrique.

Le rapport de 2016 du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur les flux financiers illicites originaires d'Afrique a montré qu'un chiffre très conservateur de 60 milliards de dollars des Etats-Unis quitte l'Afrique chaque année, par des pratiques d'évasion et de fraude fiscales. On ne peut qu'imaginer ce que 60 milliards de dollars peuvent faire pour financer la santé et l'éducation de tous les Africains en un an.

Nous soulignons que la fiscalité est un moyen sûr et durable de financer la protection sociale. Ce n'est que lorsque les entreprises et les riches paient une part équitable de leurs impôts dans les économies où leurs bénéfices sont réalisés que l'Etat peut en avoir assez pour financer la protection sociale.

Nous voulons également dire que taxer ne veut pas dire taxer les pauvres, en particulier les femmes qui souffrent déjà de charges fiscales excessives sous forme de taxes et de redevances. Les conseils municipaux et les collecteurs d'impôts illégaux extorquent des femmes commerçantes pauvres qui luttent pour gagner leur vie. Nous sommes témoins de la façon dont les mesures d'austérité réduisent et minent finalement les dépenses sociales. C'est effectivement ainsi que les Etats ont équilibré les prétendus déficits économiques sur le dos des pauvres.

Nous disons que le financement des dispositions de protection sociale signifiera que les mécanismes fiscaux doivent être tels qu'ils excluent les services et biens essentiels, tels que la distribution d'eau, l'alimentation, la nutrition et les médicaments. Nous nous félicitons de

la taxation des produits et services de luxe, tels que les lotissements, les voitures haut de gamme, les montres-bracelets, le tabac et l'alcool.

Les avantages de l'utilisation de la taxe pour financer les dispositions de protection sociale fonctionnent pour tout le monde. Par exemple, la collecte efficace des impôts signifierait la possibilité d'élargir l'assiette fiscale à la création d'emplois.

Worker member, Uganda (Mr WERIKHE) – I am speaking on behalf of the workers of the East African Trade Union Confederation. Like some of the previous contributors have offered, there is no contention on whether social security, social protection for citizens, especially indigent and the poor ones, so as to assuage their dire situation and give everyone the opportunity to fulfil individual potential. In fact, we are all in agreement that making social protection provisions available to people makes sense for communities and business, and can help secure global stability by eliminating the current growing inequality feeding global discontent, and ensure global prosperity is shared.

However, our utmost concerns are the fact that the present social protection remedies that are available are not covering enough persons that need protection, and that it must be effectively and sustainably financed.

As African workers, we are also concerned that where formal social protection schemes exist, I mean, formal contributory pension schemes, where workers and employers contribute to funding the schemes, there is a tendency for employers not to remit said funds as stipulated by the extent laws. Already we are witnessing a scenario where employers are owing contributions running into multiple months capable of derailing existing schemes. Worse still is the situation where the enforcement mechanisms for such defaults are weak and most of the time tacitly overlooked by enforcers. This must change.

The tendency to exclude the contributors from the governance of contributions and administration, and the utilization of the funds that are being witnessed across some African economies will need to be sternly discouraged and halted. It is only fit and proper for people

to have their eyes and put their mouth where their monies are. Already, we are seeing employers especially States through their official scrambling and wrestling to exert unilateral control of pension contributory schemes, most of which with naked ulterior motives that are capable of harming the health of schemes and exposing contributors to avoidable suffering.

We welcome the Survey with its prescriptions emphasizing collective and shared governance of contributory pension schemes. In essence, the imperativeness of genuinely and effectively protecting the sanctity and integrity of existing patient schemes, which should be done in full and complete consultation and collaboration of social partners, especially workers who are direct contributors.

Worker member, India (Mr SINGH) – Thank you very much for providing me with this opportunity to share my intervention on behalf of Indian workers. We have a total workforce in my country of 480 million, out of that 93 per cent are working in the informal sector, and in the informal sector there is not any social protection.

India needs an effective and robust social protection system based on Recommendation No. 202 and the Social Security (Minimum Standards) Convention, 1952 (No. 102). These instruments dealing with social protection are up to date and remain very relevant in addressing the needs of workers and the vulnerable in India. We need this rights-based approach to social protection because the structure of the economy in India is creating massive social vulnerability and a gap in social protection.

India has pursued economy policies that have increased wage stagnation, high inflation and has reduced the effectiveness of the labour administration and inspection resulting in a high number of informal economy workers and working poor in the formal sector. For example in the garment sector, where 80 per cent of workers are women, 60 per cent of workers have become precarious workers. A similar situation exists in the agricultural sector.

Public sector employment is also increasingly becoming precarious due to offloading of regular work on a contract basis.

The Government has attempted to introduce a social protection scheme, but without effective social dialogue and tripartite consultation. For example, social protection policies and schemes targeted at the informal worker, such as those under the Unorganized Workers' Social Security Act, 2008, have failed due to legislative shortcomings, inadequate budgetary allocation, poor consultations and poor implementation.

We know that an effective social protection system consists of policies that help people manage their social risk in order to prevent poverty and maintain decent income and living standards. The Government must spend more on essential services like education, health and social protection. Currently, the Government spends just under 3 per cent on education and health is just over 1 per cent.

We would like to emphasize the need for tripartite participation in the design and decision-making process of the social protection schemes. The social protection schemes must be universal and based on solidarity. It must include all categories of workers, especially workers in non-standard forms of employment and those in the informal economy. Formalization of the informal economy must be a priority. We call on governments including the Government of India to avail themselves of ILO technical assistance to governments in the planning of their social protection reforms, notably through the ILO Global Flagship Programme on Social Protection and Decent Work Country Programmes.

Government member, Islamic Republic of Iran (Mr SEDIGH MOSTAHKAM) –
My delegation presents its compliments to the Office for preparing the General Survey. It is our view that the necessary foundations for creation and extension of social protection should be reinforced worldwide to gain better and more sustainable outcomes. The Government has taken an array of measures for extension of social protection and launched a number of specific schemes in this respect. It is noteworthy that the new initiatives are in line with the

task entrusted by the development programme of the country to establish a comprehensive social security system, and the Government is bound to realize it. On this basis, we strive to establish single window services to enhance the liberty of welfare services. In this regard, a welfare database has been created which has successfully linked 62-related databases from 26 governmental organizations. By improving the processes through the Single Window System, the Government has succeeded in preventing resources from being wasted, while satisfying the beneficiaries. Social Support for Children was another plan implemented so as to financially support a child's family, render insurance services for children and their families, and provide technical and professional services to one of the children's family members who is able to learn a vocation. The Government also conducted a plan on drop-out students, with the primary objective of identifying drop outs. Accordingly, they involved members of the plan in the provinces visited to identify children in their homes and developed the protection packages, including conditional financial support for the children's family, counselling services, food support, and facilitating children's enrolment process at school. We encourage the Office to continue its efforts for the promotion of social protection and stand ready to share our experiences gained from the implementation of the aforesaid policies and to benefit from the best international experiences to further promote these services.

Worker member, Republic of Korea (Ms RYU) – I would like to join in highlighting the application gap focusing on the situation of people in non-standard forms of work who are more likely to be excluded from protection. In the Framework Act on Social Security of Korea, the term “social security” is defined as social insurance, public aid and social welfare service that guarantee income and services necessary to protect all citizens from social harms such as childbirth, nurturing children, unemployment, ageing, disability, illness, poverty and death, and to improve the quality of life. And “social insurance” means a system that guarantees citizens' health and income by coping with social harms that occur to citizens with insurance schemes.

In that sense, social security and social insurance should be a universal right for all citizens. However, in Korea the specific schemes of social insurance have been established based on the employment relationship and the dichotomy of the employee and employer. Like in many other countries, a large number of the working population in Korea are not classified as employees and the existing social security system based on the traditional employment relationship leaves the most vulnerable working people without protection.

The discussion on protection of these non-standard forms of workers started in early 2000s and no earlier than 2008 some small part of workers in non-standard forms of employment became able to be covered starting with the Industrial Accident Insurance Scheme. The concept of “people engaging in special forms of work” was created aiming to protect those who are not classified as an employee but need protection from risks. Under the system, workers in non-standard forms of employment are treated as “special cases” and differentiated systems are applied to those who are regarded as “people engaging in special forms of work” in which half of the contributions should be made by workers themselves and business owners are able to get exemption upon request. To be regarded as “special forms of work”, one should fall under a very strict and narrow definition with the indicators of organizational and economical subordinations. On top of that, the “special case” is applicable for the limited number of occupational categories stipulated in the Presidential Decree. Under this limitation, the industrial accident insurance is applicable to only 25 per cent of the whole non-standard forms of workers and only 9 per cent of those who are covered by the scheme are enrolled. In the case of the employment insurance system which covers unemployment benefits, parental leave and support for skill developing, the extended application for the non-standard forms of workers is being discussed recently. However, the same concept and the system is to be repeated. In this regard, I would like to reiterate the recommendation of the Committee of Experts for governments to bear in mind the objective of universality in developing and maintaining the social security system considering the vulnerability of non-standard forms of workers.

Miembro gubernamental, Chile (Sr. SILVA SÁNCHEZ) — Quiero hacer referencia al Estudio General que se ha comentado, particularmente a sus párrafos 624 y siguientes, ya que éstos emiten una serie de juicios respecto al sistema provisional de capitalización individual y el sistema de reparto que en nuestra opinión es conveniente clarificar ya que contiene una serie de inexactitudes que confunden y en cierta medida distorsionan los hechos a los que allí se hace referencia.

En primer lugar, se señala categóricamente en él que el sistema de pensiones basado en cuentas individuales no es un sistema que dé cabida a los principios de transparencia y el control. Esta afirmación no sólo tiene como un fundamento sino que por el contrario es lo que distingue a estos sistemas de capitalización individual frente a los sistemas de reparto, justamente estos principios de transparencia y control. En efecto, quien supervisa la gestión de los fondos es una entidad distinta a aquella que los gestiona, lo cual es una garantía evidente de mayor transparencia y mayor control. Esto no ocurre en los sistemas de reparto, donde el Estado es el fiscalizador y gestor al mismo tiempo. Si nos vamos al sistema de reportes de las transferencias, precisamente en el sistema de capitalización individual, todas las transferencias son explícitas y transparentes de cara al pueblo, cada persona sabe exactamente en qué están invertidos sus recursos, lo que no ocurre en el sistema de reparto, donde las transferencias de estos recursos son anónimos y nadie se entera en qué se invierten éstos. Más bien es frecuente darnos cuenta que los sistemas de reparto, el único momento en que el contribuyente se entera de cuáles son sus recursos es cuando notifican que hay que rebajarse los beneficios de su futura pensión o que se deben aumentar las cotizaciones.

En segundo lugar, el aludido documento también señala en forma categórica y tajante pero sin real fundamento que la tendencia reciente en el mundo es a dejar de lado los sistemas de capitalización individual y acercarse al sistema de reparto. La verdad es que eso es exactamente al revés, basta revisar el mapa en el mundo para ver que la tendencia va en el sentido contrario, los países nórdicos como Suecia y también otros países Inglaterra,

Australia, Nueva Zelandia, entre otros, son países que han ido lentamente abandonando el sistema de reparto e introduciendo elementos de ahorro individual.

Por su parte, los ejemplos que pone el párrafo 624 aludido respecto a los países que han ido dejando el sistema de capitalización individual y pasando a sistemas de reparto no son los mejores ejemplos toda vez que la razón común de todos aquellos países es precisamente el déficit fiscal, como ya se ha mencionado, es un problema fiscal donde no hay recursos para hacer transacciones adecuadamente y por tanto terminan utilizando o gastando el dinero de los ahorrantes. Sobre esta materia consideramos que es importante hacer un debate con altura de miras y no es posible hacerlo en base a afirmaciones que no se encuentran plenamente fundamentadas y menos cuando se hacen por una institución con la seriedad y la prestancia de la OIT. Por ello queremos pedir que se rectifiquen estos aspectos y que toda mención que se haga a nuestro país se haga exactamente en el tenor de los hechos efectivos porque Chile, hoy día, a través del Presidente Piñera presentó un proyecto provisional que precisamente lo que hace es aumentar la contribución de cargo al empleador a la cuenta individual del trabajador de un 40 por ciento y al mismo tiempo fortalecer, como nunca antes ha hecho, el denominado pilar solidario, que es aquél que garantiza menciones dignas de aquellas personas que no tienen cotizaciones individuales o que tienen cotizaciones muy bajas.

Siempre hemos defendido los sistemas mixtos de pensiones y lo que hace esta reforma del Presidente Piñera es justamente reforzar los elementos de solidaridad y aumentar también los elementos de capacitación individual.

Observer, International Transport Workers' Federation (ITF), (Mr SUBASINGHE) – On behalf of the International Transport Workers' Federation (ITF), I would like to thank the Committee of Experts for the excellent General Survey. The Committee of Experts has recognized that social security coverage is notably inadequate among the 1.4 billion workers in non-standard forms of employment. It is estimated that an additional 17 million workers will join their ranks every year.

Disguised employment and dependent self-employment, one of the four categories of employment arrangements, that deviate from standard employment and indeed an example of which was just enumerated by my colleague from Korea pose serious problems from a social security coverage perspective. In particular, the scourge of employment status misclassification denies millions of workers essential workplace and social security protections.

From port truck drivers in California to parcel carriers in India, employment status misclassification has been a major issue for transport workers for decades. The misclassification question is also now a question of huge contemporary importance given the growth of crowdwork and on-demand work in the so-called “gig economy”.

In our view, the fight against misclassification falls within the scope of Part 3 of Recommendation No. 202, as it should form part of a government’s effective strategy to extend social security to uncovered workers. Having said that, business also has a major role in all of this.

In accordance with the corporate duty to respect human rights under the UN *Guiding Principles on Business and Human Rights*, companies should correctly classify their workers so that they can fully enjoy labour and social protections. Indeed under the *OECD Guidelines for Multinational Enterprises*, which explicitly refers to the Employment Relationship Recommendation, 2006 (No. 198), enterprises are expected to structure their relationships with workers so as to avoid supporting, encouraging or participating in disguised employment practices.

While tackling this classification, governments should also extend social security coverage to workers in non-standard forms of employment including disguised employment using innovative means. We note from the General Survey that in Uruguay, for example, a new mechanism has extended a social security protection to App-dispatch drivers via a specific mobile application. Governments should heed the call of the ILO Global

Commission on the Future of Work to ensure that rights and benefits are accessible and portable, including for those working on digital platforms. Indeed, portable benefits are one proposal to support workers in the gig economy. So with this approach, benefits are tied to the worker, moving with the worker regardless of company or customer and this is of course just one approach among many.

To conclude, I would like to reiterate the importance of the need to extend social protection to workers in disguised forms of employment, while ensuring that the employment relationship remains the cornerstone of labour protection.

Miembro gubernamental, Colombia (Sr. BAENA LOPEZ) — De cara al tema que nos ocupa en la presente sesión, esto es, en lo referente a los pisos de protección social, permítanme manifestar nuestro especial interés por esta temática y para ello compartir con ustedes algunas estadísticas de crucial importancia.

En nuestro país tenemos 23 millones de trabajadores, de los cuales apenas 8 300 000 cotizan a pensión y sólo 3 millones se pensionarán; 44 por ciento de los trabajadores reciben menos del salario mínimo, lo que significa que más de 10 millones de trabajadores no cuentan con protección social en pensiones y en riesgos profesionales. Ante esta preocupante realidad de desprotección social de 10 120 000 trabajadores de tiempo parcial y que ganan menos de un salario mínimo, que hoy no cuentan con un mecanismo legal para cotizar a la seguridad social en pensiones y riesgos profesionales, el señor Presidente de la República, Iván Duque Márquez y su Ministra de Trabajo, Sra. Alicia Arango Olmos, tomaron la iniciativa de presentarle al Órgano Legislativo de Colombia un texto normativo que estableciera el piso de protección social como un paso importante para proteger socialmente a casi la mitad de los trabajadores colombianos en ahorro para la vejez y riesgos profesionales.

Esta propuesta, después de ser debatida en el Congreso de la República, fue adoptada en el Plan nacional de desarrollo. ¿En qué consiste el piso de protección social? Consiste en

la afiliación a salud subsidiada, vinculación al programa denominado «Beneficios económicos periódicos-BEPS» de ahorro para la vejez y derecho a un seguro inclusivo de riesgos profesionales. El empleador pagará a los trabajadores de tiempo parcial un 15 por ciento adicional al pago del jornal, que se distribuirán así: un 14 por ciento destinados a ahorro para la vejez a través del mecanismo de los beneficios económicos periódicos y un 1 por ciento para cubrir riesgos profesionales. Por su parte, el Gobierno nacional complementará ese 14 por ciento proveniente del empleador para ahorro para la vejez con un 20 por ciento adicional, lo cual sin duda constituye un beneficio importante para casi la mitad de los trabajadores colombianos. Y como su nombre lo indica, piso de protección social significa que se parte de un básico para ir avanzando de manera progresiva en la protección social. Ese es sin duda el compromiso del Gobierno de Colombia.

Miembro empleador, México (Sr. YLLANES MARTÍNEZ) — Tengo que iniciar por recordar que los Estudios Generales a cargo de la Comisión de Expertos deben constituir una evaluación técnica e imparcial en base a las normas y su debida aplicación. Lamentablemente el Estudio que estamos revisando, que cuenta con vasta información en muchos ángulos, desvía su mirada y evalúa parcialmente, es decir sin objetividad las distintas experiencias que se han dado en el curso del tiempo. Particularmente de aquellas experiencias que recogen el fracaso que se dio en los sistemas de reparto. Fundamentalmente por problemas de diseño y de realidades, pues estaba basada en una pirámide poblacional y en un sistema económico que cambió y que afectó la capacidad de prevención de reservas y de pago.

El Estudio no sólo carece de este análisis, más allá y posiblemente por la falta de esta reflexión, prácticamente concluye que este sistema — el de reparto — es el único que se basa en el principio de solidaridad por su naturaleza fiscal, lo cual es inexacto, como también lo es, que los sistemas de capitalización individual no son convenientes como lo asegura en el punto número 65 del Estudio. Esto no refleja una visión imparcial, ni muestra la comprensión del problema, que es evidentemente multifactorial y que se da en distintas

dimensiones. El análisis tiene que ser más profundo y para muestra, basta decir, que en el sistema de capitalización individual se ha generado ahorro interno. En México ya representa más del 15 por ciento del PIB en apenas veinte años que lleva de existir. El ahorro interno genera a su vez estabilidad económica, créditos a tasas razonables, inversiones en infraestructura y toda esta situación ha permitido la creación de nuevos empleos. Hay que decir también, que más del 50 por ciento del ahorro de los trabajadores que tienen en sus cuentas personales está constituido por intereses. De contar con estímulos fiscales y algunos ajustes adicionales, los resultados seguramente serían mejores. No hay que olvidar que en muchos de nuestros países, la mayor parte de la actividad económica y los empleos se dan en la informalidad. En México aproximadamente el 48 por ciento. Consecuentemente los gobiernos se enfrentan a baja recaudación y evidentemente en estas condiciones la protección social bajo el sistema de reparto no es sostenible en el tiempo y muchos menos viables.

Es claro que el Estudio en comento no puede servir de base para continuar con el análisis que hemos emprendido, tenemos que trabajar en otro estudio. Debemos encausar nuestros esfuerzos con políticas públicas adecuadas hacia la generación de empleos formales, el fortalecimiento del sistema y capitalización individual para atender los pisos de seguridad social contributivos, los que también se pueden combinar con mecanismos con cargo al erario para atender la protección social no contributiva. Nos hubiera gustado ver analizados en el Estudio éstos y otras propuestas más que pudieran darse.

Ya no estamos en los tiempos de desestimar una fórmula para reconocer otra, los retos que enfrentan hoy y más adelante de cara al futuro nos obliga a buscar soluciones innovadoras, considerando los casos de éxitos y reconociendo los fracasos.

Government member, Republic of Korea (Ms JUN) – First of all I would like to express gratitude for the General Survey on this important topic of social protection. I would like to make some comments on the parts about Korea in the General Survey.

Paragraph 415 states: "... migrant workers often have limited access to the social security system in their country of employment ...", however foreign workers who have migrated and work in Korea are mandatorily enrolled in the social protection system, including the National Pension System of Korea, so their access to social protection is not limited. Regardless of whether the principle of reciprocity applies or not with their country of origin, foreigners aged between 18 and 60 who reside in Korea are equally eligible for mandatory enrolment of the social protection system as Korean nationals, except for some cases such as illegal state.

Paragraph 415 states: "In the *Republic of Korea*, citizens residing abroad, who do not report their permanent return from overseas under ... the Emigration Act, are not covered when they return to the country", however, if a citizen who resided abroad reports to be registered as a Korean national residing abroad under the Resident Registration Act, he or she becomes eligible for the national pension and can enjoy the benefit of social protection even if the person has not reported his or her permanent return from overseas under the Emigration Act.

Furthermore, the Korean Government has been actively signing social protection agreements with other countries to address any risks caused by movements from one country to another for Korean and foreign nationals such as the risk of dispersion of pension enrolment periods.

Paragraph 447 states that 18.4 million workers, or around 66 per cent of the economically active population are covered by industrial accident compensation insurance in Korea. In fact, all workers are mandatorily covered by industrial accident compensation insurance in Korea regardless of their age and work hours.

As the economically active population includes not only wage earners but also employers and unemployed people, almost 100 per cent of the actual workers are covered by the industrial accident compensation insurance. For own-account self-employed workers

who are at high risk of industrial accidents, and thus need protection, and those who are in dependent self-employment, the industrial accident compensation insurance is applied through special regulations and the scope of eligibility has been expanding. As mentioned in paragraph 457, the scheme to support the social insurance premiums of low-paid workers, which is called Duru Nuri Social Insurance Subsidy, is one of the major programmes implemented by the Ministry of Employment and Labour. The Government has continued to expand and reorganize the support scheme since it was introduced in 2012. The Government also has been pursuing institutional improvement of making employment insurance enrolment mandatory for those in new forms of employment, which may be categorized in the middle between workers and the self-employed. While agreeing that the existing employment insurance system is designed for full-time workers, as pointed out by the Korea Enterprises Federation in the Survey, the Government plans to expand and reform the coverage eligibility of the employment insurance, which currently covers only traditional workers, to include working people, to respond to the diversification of the forms of employment. To this end, what should be first is to design an appropriate unemployment benefit system and closely examine the exact income levels of those in dependent self-employment. In this regard, the Government plans to pursue a step-by-step reform of the employment insurance system, rather than an overhaul, and has been carrying out discussions for institutional improvement based on sufficient consultation with social partners through the Employment Insurance Improvement Taskforce and the Employment Insurance Committee.

Miembro trabajadora, México (Sra. SOSA CASTELLANOS) — Compartimos la sensibilidad de la Recomendación sobre los pisos de protección social, con todos los demás países en materia de justicia social, como también compartimos las preocupaciones que han expresado los empresarios. Los inversores, los inversionistas para nosotros son muy importantes. En ese tenor la situación general y máxime hoy, en un momento histórico, a cien años de la Constitución de la OIT, decirles que a partir de este momento debemos dejar

sembrado la nueva etapa en la que trabajadores, empleadores y gobiernos, habremos de darle un cambio al rumbo de lo que nos ha faltado y estamos tratando temas iguales o parecidos que hace cien años. Esa parte histórica significa que hemos evolucionado y hoy tenemos que hacer cambios.

Les expondré, lo que expresa México aquí, lo ha hecho el Gobierno con programas que efectivamente están dando alcance en materia de seguridad social, y efectivamente son muy prometedores. Habremos de hacerlos casos de éxito con jóvenes del futuro y se los aceptamos bien, los trabajadores los vemos bien. Como también es cierto que los incentivos fiscales para la parte emprendedora deberemos trabajarla y lo haremos juntos. Esa parte también la comprendemos bien y creo que es el momento de hacer una vinculación y sinergia entre los tres órdenes que aquí estamos. No hay mejor escenario que éste para tomar esos acuerdos y trabajar en un nuevo rumbo.

Situación general: el tema laboral que ha sido un movimiento emblemático revolucionario debe ser manejado y evolucionado con estrategia, y deberá ser estrategia quirúrgica, porque cada país tiene los suyos. La ley laboral en México ha cambiado, y con ella las perspectivas y filosofía del Gobierno actual en cuanto al sindicalismo y de cómo agregar libertad de elección, representación, y cuál es el verdadero objetivo de éste. Siendo que la creación de un nuevo sindicalismo, el cual representa su servidora en la CATEM, cuyo enfoque es desde luego la protección de la dignidad, la compensación justa, la sustentabilidad del empleo, al mismo tiempo de la equidad y atención adecuada de la relación del capital humano y la permanencia de crecimiento sustentable de la generadora del empleo. El objetivo es el equilibrio y la dinámica como lo es entre el producto, el proceso y las personas. La ecuación necesaria para la existencia y sustentabilidad de la empresa. Es este el ejercicio al que tenemos que defender, necesitamos los inversores para que haya trabajo remunerador. Desatender los preceptos y normas legales reglamentarios y constitucionales, un nuevo marco de referencia es sobre el que hay que trabajar. Que acuse la afiliación tanto de los trabajadores sindicalizados como los que aún no lo están. Que justifique la afiliación

de los organismos independientes y de otras organizaciones, al corroborar que la nueva filosofía de la transformación como la que estamos viviendo en México, la cuarta transformación, no en el desarrollo del sindicalismo por medio de choque ni de demanda unilateral, sino a través del mejoramiento de las condiciones del trabajador, a través del desempeño y su contribución a los resultados económicos del contratante y el reconocimiento del contratante del justo valor contributivo del capital humano. Desarrollar un modelo escalable, flexible, transferible y actualizable de operatividad sindical, que atienda en todos los vértices. Desde el marco de referencia, la definición del valor del servicio, el proceso y las personas o ejecutores. Crear una solución para sustituir el sindicalismo mal dirigido y otorgar un discurso plural y vinculado con la iniciativa privada, con los empleadores; y la evolución de la competitividad, mantener la pluralidad política sin desatender el liderazgo filosófico, político y social.

Esta es una propuesta y un planteamiento de participación y les agradezco su tiempo.

Government member, Zimbabwe (Mr MUPERI) – Zimbabwe aligns itself with the statement that was delivered by Senegal, on behalf of the Africa group and wishes to make a few remarks on the General Survey.

Firstly, the Survey underscored the centrality of social dialogue on developing and implementing strong social protection systems that are capable of delivering universal social protection. In this regard, Zimbabwe believes that the enactment of laws, at country level, stipulating the roles, responsibilities and rights of all the parties as their way to raising their commitment to the social dialogue is critical. For example, Zimbabwe in this respect recently launched the Tripartite Negotiating Forum Act, which provides a legal framework for sustained and effective social dialogue.

Secondly, Zimbabwe concurs with the finding of the Survey that most countries, particularly developing and low-income countries, have laws governing the provision of contributory benefits under social insurance schemes, while on the other hand the provision

of non-contributory benefits is not by law. This is mainly because most of these countries has faced budgetary constraints. In this respect, Zimbabwe believes that studies should focus on finding practical strategies for creating fiscal space at country level, as well as a stimulating political will to financing social protection, coupled with social protection becoming an integral part of the country's social economic agenda.

Thirdly, Zimbabwe acknowledges the Recommendation in the Survey that collaborators of social insurance schemes should remain a fundamental element of income security because they tend to provide higher benefits than those provided under non-contributory programmes. In this regard, Zimbabwe believes that there is a need to rethink the models of extending coverage to players in the informal economy with the assistance of the experts, particularly for countries with huge informal economies, because the predominantly voluntary schemes, that have been used for a long time now, have not assisted much in extending coverage to workers in the informal economy. The numbers have remained low, which is not good progress towards universal coverage.

Last but not least, Zimbabwe wishes to congratulate the Committee of Experts for a well-researched and elaborate Survey.

Membres travailleurs – A la lumière des interventions très intéressantes de tous les délégués, permettez-moi de faire quelques commentaires et quelques recommandations au nom du groupe des travailleurs.

Je tiens à remercier en particulier l'Union européenne et aussi les Etats qui sont intervenus pour réaffirmer les principes en la matière. Je suis par contre contraint de constater de nombreuses divergences avec le groupe des employeurs. Nous ne sommes pas ici pour enjoliver la situation et jeter des lauriers. La situation de la protection sociale est inquiétante à plusieurs endroits, et notre rôle est de décrire les problèmes.

Beaucoup de choses ont été dites, notamment par les employeurs, concernant les systèmes privés, c'est-à-dire la capitalisation. Or, ces derniers ne font pas partie des

mécanismes promus par la recommandation n° 202. Par conséquent, tout ce qui a été dit dans ce propos est sans doute fort intéressant, mais discutable et surtout hors sujet.

Au-delà de cet aspect, que ce soit par capitalisation ou répartition, un système de pension procède à une répartition des richesses. La capitalisation n'apporte aucune solution au vieillissement. L'argent ne circule pas dans le temps. Il s'agit d'un mythe. Personne ne paye sa propre pension, et ce sont toujours d'autres qui payent.

La grande différence entre les deux systèmes, c'est que la répartition promeut la solidarité, alors que la capitalisation en est la négation. Le problème majeur n'est pas le vieillissement, mais l'explosion et la persistance des inégalités. Cela a été rappelé par plusieurs intervenants. Il n'y a pas d'opposition entre le développement économique et la protection sociale. C'est bien celle-ci qui est seule en mesure de garantir un vrai développement économique. Le marché doit être au service de la société, et pas l'inverse.

Par ailleurs, nous regrettons que certains continuent encore à raisonner comme au XVIII^e siècle en vantant les mérites de l'initiative individuelle, alors que l'histoire a montré les limites de cette logique.

Concernant ce que l'on appelle la partie restant à charge en matière de soins de santé, il est étonnant d'entendre que cela ne pose problème que dans les pays à revenu faible. On semble ignorer qu'il y a des inégalités de richesses importantes au sein même des pays à revenu élevé. Ce dispositif limite l'accessibilité des systèmes de soins de santé.

Il a également été dit que le travail est le meilleur remède contre la pauvreté. Cela devrait être vrai, mais malheureusement ce n'est pas le cas, et on voit s'étendre le phénomène des travailleurs pauvres. De plus, imposer aux travailleurs de choisir entre n'importe quel travail et/ou les prestations sociales n'est pas conforme aux normes et valeurs de l'OIT.

Enfin, mon dernier commentaire concerne les réflexions négatives faites par certains à l'égard de l'étude d'ensemble. L'étude émane de la commission d'experts. Il s'agit d'un

organe de contrôle indépendant. On peut ne pas être d'accord avec ses commentaires et observations, mais personne ici n'a le droit de la dénigrer ou de lui demander de changer son rapport.

Et maintenant quelques recommandations. Premièrement, le premier objectif à atteindre consiste à obtenir un maximum de ratifications de la recommandation, mais aussi de la convention n° 102. L'OIT peut mener une campagne ciblée sur la ratification des instruments liés à la protection sociale. Par ailleurs, le groupe des travailleurs n'est pas favorable à un processus de consolidation des instruments de l'OIT portant sur la protection sociale. En effet, cet exercice ne recèle aucune plus-value, et il convient de concentrer nos forces à l'heure actuelle sur les autres aspects.

Deuxième recommandation: nous avons insisté à plusieurs reprises sur le fait que les lacunes et déficits observés en matière de protection sociale sont en grande partie dus à un manque de financement. Nous appelons les Etats à garantir un financement suffisant pour assurer les besoins essentiels en termes de protection sociale.

Troisième recommandation: dans le même ordre d'idées, le fait de conditionner l'octroi de crédits et d'aides imposé par certaines institutions internationales conduit souvent à une réduction de la protection sociale ou à son ciblage sur les plus vulnérables. Ces pratiques sont incompatibles avec les normes de l'OIT et entravent l'extension de la protection sociale. L'OIT doit continuer et accentuer le dialogue avec ces institutions afin de mettre fin à ces préconisations. Ce dialogue peut se concrétiser par des accords impliquant l'OIT dans ses discussions.

Quatrième recommandation: les organisations représentatives de travailleurs doivent être étroitement impliquées dans les processus de réforme de la protection sociale de sorte à recueillir leur point de vue et à assurer aux réformes une assise politique et sociale.

Cinquième recommandation: nous insistons sur le fait que l'élaboration de régimes de protection sociale incombe à l'Etat. Il en résulte que le système qui accorde davantage de

place aux systèmes d'assurance privée ne répond pas aux exigences de la recommandation, puisque celle-ci n'appelle pas à les mettre en œuvre.

Sixième recommandation: il convient de garder en priorité l'objectif d'universalité visé par la recommandation au moment de l'élaboration des socles de protection sociale. En particulier, cet objectif ne doit pas être perdu de vue lorsque des mesures d'économie sont prises qui risquent de réduire le niveau de couverture.

Septième et dernière recommandation: cet objectif d'universalité doit également être poursuivi en incluant toutes les catégories de la population, et en particulier les travailleurs de l'économie informelle. Les mesures nécessaires pour mettre les employeurs de ce secteur face à leurs responsabilités sont fondamentales. Cette réflexion est également valable dans le cadre des processus de sous-traitance et d'externalisation, où l'on aperçoit des phénomènes de fausse indépendance.

Les constats que nous avons dû relever sont alarmants. Ils témoignent de l'urgence qu'il y a à agir afin de remédier à la situation. Il est frappant de constater qu'au-delà des différences régionales les constats et problèmes sont, à des degrés divers, les mêmes. Ce faisant, et de manière concrète, on trouve à nouveau une confirmation du rôle et de l'importance du mandat de l'OIT.

Je viens d'énoncer une série de recommandations qui sont autant de leviers pour assurer aux populations une vie digne. Satisfaire aux demandes exprimées ici par les travailleurs n'est pas une œuvre de charité, mais de justice.

Employer members – As I said to you when I made my first remarks, I am going to continue to make some substantive remarks on Chapters 11, 12 and 13 and then I will be mercifully brief on the concluding remarks.

With regard to Chapter 11, and as we have discussed already in the context of Chapter 4, we find policy coordination and connection with the design and implementation

of social protection floors of fundamental importance. We also stressed that policy coordination applies in both directions. While other policy areas should take into consideration the needs of social protection floors policies, those policies themselves also have to be supportive to the other policy objectives, particularly employment policy objectives, so in our view close coordination is necessary between social protection floors policies and employment policies particularly concerning education and vocational training. Unfortunately, the Survey does not provide much substantive information in this regard – there is only one paragraph on the matter.

With regard to paragraphs 672–674, and as we have already discussed in connection with the conditionality of family benefits and cash benefits for children, we also fully support conditional cash transfer programmes considering their proven positive impact on poverty and child labour reduction. They contribute to the very objectives and complement the effectiveness of social protection floors. Contrary to the view expressed in the Survey, we do not see any discrepancies with the right to a minimum level of social security as this right may still involve a duty for beneficiaries to cooperate to the extent that they are able to do so. Conditionality in this way seems to be an appropriate way to encourage cooperation by beneficiaries, however, depending on the situation and the level of non-cooperation, rather than completely withholding cash benefits, their reduction may be sufficient.

In paragraph 683, the Survey raises concerns regarding the compatibility of public work programmes with the human right to social security. According to the Survey, these programmes should be designed to ensure that there is no requirement for beneficiaries to perform work as a precondition for receipt of cash or food. We do not agree with the Survey that a conditionality between benefits and work performed in public works contracts of that sort conflicts with the human right to social security. As we discussed earlier, the right to social security also involves duties and the duty to perform work in a public works programme as a precondition for receipt of benefits seems acceptable. Given the scarcity of resources in developing countries, these programmes may temporarily constitute the only

available element of a social protection floor. We would, however, agree that public works programmes should be designed in such a way that they provide skills and increased employability so that they can provide a way into sustainable employment and thus out of poverty.

Turning to Chapter 12, we have the following comments with regard to paragraph 690 in the context of monitoring progress in the implementation of social protection floors. Firstly, we would like to highlight that given the scarcity of data and the lack of administrative capacity in many low-income countries, monitoring should not seek to be comprehensive but rather focus on key specific areas of social protection floors. In doing so, due regard should be taken to what social protection floor systems can realistically deliver. For instance, the reduction of poverty, vulnerability and social exclusion cannot be achieved by social protection floors alone, but only by coordinating overall policies including in the fields of moderation of population growth, education and vocational training, enterprise development and employment promotion. Monitoring should also look at the ability of systems to promote and facilitate private provision or to re-enter the labour market and move out of social benefits. It is also important to monitor the efficiency of the systems, namely, their ability to maintain administration costs at a reasonably low level and to target benefits to those areas and individuals most in need. Finally, the sustainability and crisis resilience of social protection systems should be kept under constant review.

Now let me turn to Part 4 of the Survey and Chapter 13. We note that in paragraph 745 reference is made to the fact that the Office is, and I underscore, “actively promoting the ratification of Convention No. 102”. It uses the same wording when it reports in paragraph 750 that the ITUC and other trade unions “have been very active in promoting the ratification of Convention No. 102”. We trust that there is a difference in the promotion of ratification by the Office on the one hand and trade unions on the other. While trade unions may lobby for ratification and try to influence governments and parliamentarians towards a positive ratification decision, such promotion would be inappropriate for the Office which

should be neutral. The Office may inform governments of decisions by ILO bodies that encourage or invite to consider ratification and it might offer any information or assistance of relevance in the context of possible ratification. However, the Office should not try to influence governments towards ratifying Conventions, which in addition to conflicting with the Office's neutrality risks bypassing the outcomes of tripartite consultations. We requested the General Surveys use terminology in this context in a more deliberate manner.

Finally, in this section, paragraphs 762–781 highlight the need for technical assistance. We recognize the needs of ILO member States for assistance on social protection floors and the availability of ILO support. Nevertheless it is for member States to set their priorities in Decent Work Country Programmes including with regard to technical assistance. Technical assistance should not replace member States' own responsibility for setting up social protection floors. The availability of ILO assistance and tools must not be understood as an offer to shift responsibility onto the ILO in this regard.

I thank the Governments and the Workers for a rich and interesting debate throughout this afternoon and this evening. From the perspective of many of the Government interventions, I was inspired by the Governments understanding, the Government representatives understanding of the need to put social protection policy in the context of wider economic and social policy and on the context of growth and the success of their countries. I thought that was a very interesting insight from many on the Government benches and I thought it spoke very well to the kinds of points we had been making about the comprehensive nature of policymaking around social protection floors and the impact that they have on issues like labour market policy and vice versa.

With regard to the Workers' statements, I noted my Worker colleague a minute ago just came back onto the pay as you go versus the contributory systems and I understand the position of the Workers here. I will simply make the point that I think our most passionate interjections tonight and our most passionate contributions tonight have been around the legitimacy and success in fact of those contributory systems so I will not need to further

debate with my Worker colleague but I would just note that we have made a number of very important statements on the success and contribution that contributory systems can make.

We are particularly pleased that tonight we have had the opportunity to provide information also on present laws and practices on social protection floors, the ongoing relevance of the Recommendation as well as ideas and suggestions for ILO activities in this context, and I think there have been a number of them and I think many of them have been very, very valuable. In order to make sure that all of those contributions get due attention and can be consulted along with the General Survey we suggest that the Office use the record of the General Survey discussion as a supplement to the General Survey on the ILO website.

We recall that much progress has been achieved in extending social protection floors over the past decades and many Government representatives tonight were very proud to talk about this and I thought that was inspirational. Significant gaps nevertheless still exist and they need to be gradually filled following the guidance provided by the Recommendation. Of key importance in this context is the generation of the necessary resources which requires policies that promote productive employment, skills development and sustainable enterprises. Ultimately, in our view, this debate has also brought out clearly that social protection floors, while they should aim at universal coverage, should be seen as a kind of reserve backstop that only intervenes if no social security benefits or private provision is available. Government policies, while aiming at full coverage of social protection, should set the right conditions and incentives to promote private initiative and commitment to make sure that as many people as possible can take care of their own protection and do not have to rely on social protection floors. Our countries will be better for it.

The sitting closed at 8.15 p.m.

La séance est levée à 20 h 15.

Se levantó la sesión a las 20.15 horas.